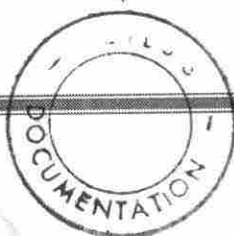


4199

Club
du
Sahel



La hausse des prix des céréales au Niger

Volet : Consommation et approvisionnement
des ménages à Niamey

SAH/D(99)491

Janvier 1999

Diffusion générale

OCDE

Organisation de Coopération
et de Développement Economiques

OECD

Organisation for Economic
Co-operation and Development

Le Club, centre d'études et de documentation sur le Sahel

Le Club du Sahel réalise de multiples études en faisant appel à des spécialistes ou consultants de haut niveau. Il dispose d'informations de première main grâce à des travaux au Sahel et à sa liaison constante avec le Secrétariat Exécutif du CILSS. Il reçoit également les publications des agences de coopération et organismes internationaux.

L'ensemble représente un fonds de documentation unique sur le Sahel, qui dessert le Club et le CILSS mais qui fait aussi l'objet d'une large diffusion et peut être consulté par d'autres utilisateurs. Près de 500 références ont été réunies par le Club depuis sa création.

DOCUMENTS

La plupart des documents du Club existent en français et en anglais :

- Etudes, rapports des consultants et comptes rendus de réunions.
- Bulletin d'information semestriel, diffusé à 4000 exemplaires.
- Recueil de tous les documents portant le timbre du Club du Sahel.
- Ouvrages d'édition (Le Sahel face aux futurs, Femmes du Sahel...).

DIFFUSION

Une première diffusion est assurée par le Club. Par la suite, la diffusion est confiée aux centres suivants :

Europe

CIRAD/CIDARC - UCIST
2477 Ave. du Val de Montferrand
BP 5035 - Bât 5 - Bureau 113
34032 MONTPELLIER cedex 1 - France
Téléphone : (33)67 61 55 27

Amérique du Nord

*Faculté des sciences de l'agriculture et de
l'alimentation - Université Laval*
Pavillon Comtois (Local 4426)
QUEBEC, G1K 7P4 - Canada
Téléphone : (1-418)656 2131 #4657

Asie

Institut de recherche de JICA
International Coop. Centre Building
Ichiguya Hommura-cho
Shinjuku-ku - TOKYO 162 - Japon
Téléphone : (81)3-3269 3201

Afrique

Institut du Sahel
RES.ADOC
BP 1530
BAMAKO - Mali
Téléphone : (223)23 02 37

En outre, le Club a lancé un projet de Réseau documentaire international sur le Sahel, qui s'appuiera sur les quatre pôles géographiques ci-dessus.

CONSULTATION

Tous les documents constituant le fonds documentaire du Club sont disponibles dans les centres de diffusion énumérés ci-dessus et peuvent être consultés à Paris à l'adresse suivante :

Centre de Développement de l'OCDE (Bibliothèque)
94 rue Chardon Lagache - 75016 PARIS
Téléphone : (33-1) 45-24-95-86 ou (33-1) 45-24-96-32

Une base de données bibliographiques commune a été établie par le Club du Sahel et le Centre de Développement de l'OCDE pour améliorer la diffusion de l'information sur le Sahel. Cette base de données tourne sur MICRO-ISIS, logiciel développé par l'UNESCO et également utilisé par les membres du Réseau international d'information sur le développement.

Club du Sahel - OCDE
2 rue André Pascal
75775 PARIS cedex 16 - France
Téléphone : (33-1) 45-24-82-00
Télex : F640048 OCDE Paris
Télécopie : (33-1) 45-24-90-31

La hausse des prix des céréales au Niger

Volet : Consommation et approvisionnement des ménages à Niamey

**Enquête à Niamey
Juillet - Août 1998**

*Les opinions exprimées dans cette étude n'engagent
que les auteurs et ne reflètent pas nécessairement
la position des organismes concernés.*

Rédaction de l'étude : Véronique Ancey,
Enquêtes à Niamey : Véronique Ancey et Mariama Siddo

Mots clés :

Céréale ; alimentation ; consommation ; ville ; prix ; marché ; dévaluation ; sécurité
alimentaire

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
1. Le contexte de l'étude	3
2. La question principale	3
I. LES PRATIQUES DE CONSOMMATION	5
A. Les éléments de disparité	5
B. Les adaptations de la consommation	9
1. Les substitutions	9
2. La réduction du nombre de repas.	13
3. L'unité de consommation	15
C. La diversification des ressources	15
1. Le type d'activités	15
2. Les bénéfices	18
3. L'usage des revenus, contribution au budget	21
4. Conclusion partielle	22
II. LES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT	23
A. Les marchés urbains	23
1. Les marchés et boutiques	23
2. Le mode d'achat des produits	26
3. Les marges d'adaptation de part et d'autre	28
B. L'approvisionnement villageois	29
1. Les pratiques	29
2. La perception de l'évolution	33
C. L'assistance	34
CONCLUSION	37
BIBLIOGRAPHIE	39
ANNEXES	41

Liste des tableaux et graphiques

Graphique 1 : Importations de farine de manioc	11
Graphique 2 : Prix au kilogramme du mil	25
Graphique 3 : Prix au kilogramme du maïs	25
Tableau 1: Ménages stockant des céréales	6
Tableau 2 : Nombre de préparations quotidiennes	13
Tableau 3 : Contraintes à l'achat, (deux préparations quotidiennes)	14
Tableau 4 : Activités recensées	15
Tableau 5 : Détail de certaines activités	16
Tableau 6 : Activités par ménage, habitat, nb de préparations par jour	17
Tableau 7 : Disparité des bénéfices dans le petit commerce	18
Tableau 8 : Mode et lieux d'achat des céréales (nb de cas)	24
Tableau 9 : Mode d'achat de la viande : dépense et fréquence	26
Tableau 10 : Crédits réguliers	28
Tableau 11 : Nombre de visites des ménages en situation chroniquement difficile	29
Tableau 12 : Nombre de visites des ménages en situation détériorée	30
Tableau 13 : Nombre de visites des ménages en situation stable	30
Tableau 14 : Les produits échangés selon les régions	31
Tableau 15 : Part de l'approvisionnement villageois dans la consommation urbaine, par produit (nb de cas)	32
Tableau 16 : Envois citadins au village	32
Tableau 17 : Assistance : produits, rôles.	35

INTRODUCTION

1. Le contexte de l'étude

Lors de la réunion à Paris du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires au Sahel du CILSS-Club du Sahel/OCDE, en novembre 1996, les participants se sont interrogés sur la hausse des prix des céréales en Afrique de l'Ouest et ses conséquences sur la sécurité alimentaire. Il a été recommandé de réunir des éléments pour éclairer cette question (cf. Hausse des prix des céréales et du bétail au Burkina Faso dans le contexte régional : éléments de synthèse, juin 98).

A la suite d'une première étude réalisée en 1997 au Burkina Faso, les participants à la réunion du Réseau de novembre 1997 à Paris ont souhaité que l'étude soit poursuivie dans d'autres pays sahéliens et plus spécifiquement au Niger, pays à l'équilibre céréalier précaire et aux échanges de céréales avec le Nigeria déterminants pour la sécurité alimentaire de nombreux ménages.

Le Club du Sahel et le REDES (Réseau d'Expertise en Développement Economique et Social) ont coordonné les travaux débutés au Niger en juillet 1998. Les différents aspects de la hausse des prix sont traités en trois volets :

1. L'analyse des caractéristiques de la hausse des prix des céréales au Niger - un palier est-il atteint ? - et la proposition d'hypothèses explicatives par des facteurs de tension sur le marché : déficit de production, évolution des importations, des taux de marge, inflation...
2. L'analyse des changements de comportement des acteurs de la production et de la commercialisation susceptibles de modifier les prix.
3. Le cadre et les changements de l'approvisionnement des ménages à Niamey, sur le marché et hors marché.

Ce texte présente les résultats de l'enquête sur l'approvisionnement des ménages à Niamey.

2. La question principale

Comment les ménages en situation sensible à Niamey s'adaptent-ils aux nouvelles contraintes, en particulier à celles de la hausse des prix des céréales, pour maintenir leur approvisionnement alimentaire ? Quelles marges d'adaptation observe-t-on chez les ménages et dans leurs modes d'approvisionnement : marché, circuit d'approvisionnement familial villageois, assistance en ville ?

Hypothèses

i) Trois domaines recouvrent l'éventail des sources de l'approvisionnement alimentaire des citoyens. Par ordre décroissant d'importance :

- le marché : une transaction immédiate qui laisse des partenaires plus ou moins quittes,
- les échanges ville-campagne : des liens à contreparties pas forcément immédiates, ni monétaires, ni comptabilisées, qui engagent non seulement les individus mais leur réseau familial et villageois,

- et l'assistance urbaine qui mobilise aussi bien les règles générales religieuses (l'aumône) par des dons plus ou moins personnalisés, que les liens d'obligation sociale familiale, ou l'aide publique.

ii) Les ménages connaissent de nouvelles contraintes (hausse des prix et baisse du pouvoir d'achat, mauvaises récoltes successives) qui modifient leur accès à ces domaines d'échange et précarisent leur approvisionnement. Les ménages s'adaptent et les règles d'échange dans ces domaines peuvent évoluer aussi à divers degrés. Certaines adaptations permettent peut-être à court ou long terme d'améliorer la situation en modifiant la structure de l'approvisionnement citadin, d'autres ressemblent à des impasses, solutions éphémères et marginales.

Déroulement du plan

Les pratiques de consommation (partie I) des ménages sont d'abord recensées en détaillant les éléments contribuant à la disparité (section A) puis les adaptations de ces pratiques aux contraintes (section B). En dehors de la modification de leur demande, les ménages tentent une diversification de leurs revenus (section C). Un exposé des activités conclut la première partie.

Les moyens d'approvisionnement alimentaire sont ensuite présentés (partie II), en commençant par le principal et le plus visible : les marchés urbains (section A), où l'offre et la demande s'adaptent à la baisse de pouvoir d'achat. Des échanges constants sinon importants leur échappent et relient les ménages à l'approvisionnement villageois (section B), qui s'apparente à une relation d'assistance réciproque. Il reste que dans de nombreux ménages, l'assistance privée en ville est le dernier garant d'une sécurité alimentaire très fragile (section C).

I. LES PRATIQUES DE CONSOMMATION

A. LES ELEMENTS DE DISPARITE

Les disparités entre les niveaux économiques des ménages sont indiquées ici par deux facteurs : l'existence de stocks de céréales et le niveau des dépenses en condiments. La présence d'un stock de céréales est un indicateur de niveau déjà utilisé lors de l'enquête de 1997 à Ouagadougou ; il est commode et offre un élément de comparaison entre les résultats des travaux sur les deux villes. La dépense en condiments traduit indirectement la qualité des sauces, c'est l'aspect le plus sensible du changement de situation alimentaire, car les économies et les substitutions jouent sur la composition de la sauce longtemps et finement avant de modifier la quantité de céréales.

Toutefois le stock de céréales peut provenir du marché ou de dons villageois. De plus, une réponse binaire (stock/non stock) ne correspond pas aux degrés de contrainte : entre une famille qui puise continuellement dans un stock renouvelé immédiatement, et une autre qui achète un sac par précaution le jour de la paye, puis termine le mois (parfois à partir du 15...) en achetant le maïs à la tia ou le riz au kilogramme, les niveaux économiques diffèrent ainsi que les réactions aux contraintes. Quant aux dépenses en condiments par individu, elles varient largement avec l'unité de commensalité.

Enfin, les normes alimentaires et les réactions face aux contraintes de prix ne sont pas toutes liées à la capacité de stockage. Par conséquent, la dépense en condiments et le stock de céréales ne servent pas à classer les cas mais à indiquer des éléments de niveau.

Dépenses en condiments¹

L'achat des condiments est mensuel dans 11 cas sur 32, et ce stock est complété par des achats au détail dans des proportions non vérifiées ici. Les condiments sont achetés quotidiennement dans 9 cas, et repas par repas dans 8 cas. Dans les 4 derniers cas, les préparations et l'achat de condiments sont irréguliers, quelquefois dans la semaine.

L'achat mensuel régulier ne correspond pas toujours à une consommation plus importante : dans le cas de certains employés, l'achat se fait dès le versement du salaire par précaution de sécurité alimentaire, mais leur stock ne suffit pas à la consommation du mois.

Le niveau des dépenses familiales est très disparate. Ramené à la dépense individuelle, le niveau semble plus égal mais c'est un indicateur faible : il n'intègre pas les économies d'échelle, ni la disparité des parts des adultes et des enfants. Les dépenses en condiments par jour ou par repas, sur 15 cas identifiés, varient de 100 FCFA (pour 11 personnes) à 2600 FCFA (pour 19 personnes) (cf. annexe n°3).

Stocks de céréales

Sur 32 cas, 19 ménages (60%) stockent régulièrement une ou plusieurs céréales, 13 ménages (40%) n'ont jamais aucun sac en stock et achètent le maïs et le mil à la tia, le riz au kilogramme.

¹ EBCM 1989-1990 : les habitants de Niamey sont les plus grands utilisateurs de condiments avec 12,5 kg/pers/an contre 10,6 kg dans les villes secondaires ; la consommation de sel est semblable partout mais les habitants de Niamey sont les plus grands consommateurs de gombo (2,5 kg contre 1,9 kg dans les autres villes).

Tableau 1: Ménages stockant des céréales

Stock habituel					Pas de stock
maïs+riz+mil	maïs+riz	maïs	riz	total	
4	7	4	4	19	13

Le mil n'apparaît pas dans ce tableau, sauf dans le cas de stock de trois céréales, car dans la majorité des cas, un stock régulier de maïs ou de riz s'accompagne d'un ou plusieurs sacs de mil occasionnels.

Le sac est remplacé en fonction du pouvoir d'achat et l'effet conjugué de la baisse des revenus et de la hausse des prix des céréales oblige les ménages à s'approvisionner au détail sur une période de quelques jours à deux semaines.

Les contraintes de baisse des ressources et de hausse du prix sont difficiles à isoler. Quelques éléments ci-dessous indiquent que la hausse du prix est un facteur cumulé à des contraintes plus structurelles.

Une ménagère (n°13) date la hausse du prix du maïs de deux ans, époque depuis laquelle elle a cessé d'en acheter. Elle achète mensuellement à crédit un sac de riz qu'il faut compléter par des achats au détail les derniers jours de chaque mois. Les difficultés ont commencé avec le licenciement du chef de famille qui remonte à plusieurs années et qui a entraîné une réduction de la consommation familiale.

Une ménagère (n°22) décrit des périodes contrastées de plusieurs années en fonction des ressources familiales. En ce moment, elle n'achète pas de sacs et s'approvisionne quotidiennement.

Un ménage (n°32) s'est appauvri depuis 4 ans : alors qu'à cette époque il s'approvisionnait toujours par sacs, désormais il achète parfois les céréales au détail durant un mois entier, à cause de l'irrégularité des salaires. Le mari fournit un sac de riz de temps à autre mais n'a plus acheté de sac de maïs depuis 3 ans.

Ces exemples contrastent avec le cas d'une ménagère (n°33) fonctionnaire et commerçante en articles divers qui complète ses revenus en intervenant ponctuellement sur le marché des céréales : elle commande des sacs à des intermédiaires chaque année à la saison des récoltes, en revend une partie et reconstitue son stock personnel quasi annuellement. Elle note cependant également une hausse de prix : elle a payé pour la première fois l'an dernier le sac de mil 11 500 F au lieu de 5 500 F.

Cet exemple illustre les hypothèses des autres volets de l'étude : le contexte de forte hausse des prix des céréales incite des opérateurs à s'insérer ponctuellement dans la filière de commercialisation.

Le régime de référence.

Dans l'échantillon enquêté, le régime alimentaire de référence se compose à midi de riz-sauce et le soir de pâte de maïs. Il n'y a pas de norme pour le petit-déjeuner : café et pain, restes de repas réchauffés, beignets, gari au kopto, ou bouillie de mil.

Les ménages en situation moyenne ont un régime ordinaire basé sur ces deux types de plats, mais ils citent une alimentation diversifiée, composée aussi de tubercules, de couscous de maïs, de pâtes alimentaires, de salades.

Les ménages plus précaires mentionnent eux aussi ces deux types de plats mais leur régime ordinaire est plus pauvre et plus monotone : il se compose pour l'essentiel de riz importé, et de gari.

Commentaires sur le prix des céréales et leurs achats

Pour mémoire, les prix des sacs indiqués fin juillet 1998 sont les suivants : le sac de riz (50 kg) = 18 000 F, le sac de maïs (80 kg) = 20 000 F, le sac de mil (100 kg) = 20 000 F. Le prix varie selon les arrivages, le riz coûte 13 000 F à 14 500 F dans le même mois, coûtait en juin 15 500 F à crédit. Le maïs coûtait 12 000 F en mars. En juillet, un sac coûtait à crédit 500 F à 1 000 F de plus qu'au comptant. En prenant le prix du maïs comme base 100, le prix du sac de riz est à l'indice 144, le prix du mil est à l'indice 80.

Maïs

Les fluctuations saisonnières du prix du maïs sont connues mais la hausse s'est accentuée. Avant 1996, la tia s'achetait environ 200 F après les récoltes et 300 F à la soudure. Depuis lors, le prix de la tia de maïs en période de soudure a atteint 450 F, et ne descend plus au dessous d'un plancher de 300 F au moment des récoltes (n°15). Le maïs est toujours disponible sur le marché de Niamey en provenance du Nigéria ou du Bénin². Le maïs du Bénin, plus jaune, est réputé de meilleure qualité que le maïs du Nigéria.

Il y a plusieurs réactions directes à la hausse des prix : parfois le ménage restreint ses achats de maïs *"à cause des prix [on] n'achète plus de maïs [...] au détail après avoir terminé le sac"* (n°1), ou les supprime *"depuis 2 ans, on n'achète plus de maïs, on n'est plus au courant de ses prix"* (n°13). Ou bien le ménage adopte un régime plus monotone et substitue le maïs à des aliments plus coûteux : *"à cause du prix du maïs qui monte, on ne regarde plus le prix des pâtes alimentaires et des ignames"* (n°14). Si un approvisionnement de substitution moins coûteux est accessible, on varie l'ordinaire en économisant la consommation de maïs : deux soeurs commerçantes (n°4) s'approvisionnent, l'une à Abidjan en Côte d'Ivoire, en couscous et pâtes alimentaires, l'autre à Illela au Nigéria en farine de manioc (gari) et ignames à meilleur marché, ce qui leur permet de passer une semaine sans préparer de maïs.

² Le maïs du Mali n'a pas été cité. La baisse des importations de maïs nigérian n'apparaît pas non plus dans les entretiens, sauf peut-être indirectement à travers la hausse de prix.

Les ménages insistent sur la baisse de leurs achats de maïs ; par rapport au riz et au mil, la consommation de maïs semble avoir diminué davantage depuis quelques mois à deux ans.

Riz

Au détail, le prix du riz est jugé plus stable que celui des autres céréales. Son prix actuel est uniforme. Les souvenirs des prix remontant à deux ans sont moins précis : on cite aussi bien 300 F que 225F/kg³. Le prix du riz à la consommation est plus élevé que celui du maïs, c'est pourtant le plat le plus souvent préparé : systématiquement à midi, voire réchauffé le soir. En fait, il a plusieurs avantages pratiques : il nécessite moins de temps de préparation que le maïs ou le mil qui doivent être décortiqués et moulus ; sa préparation au niébé ou au gras n'exige pas de sauce et permet une substitution moins coûteuse, enfin il s'achète partout au détail, voire au micro-détail. C'est pour cette accessibilité aux ménages les plus démunis qu'il est perçu comme la céréale la moins chère : *"le riz est moins cher, n'importe quand"* (n°9) ; *"le riz est moins cher que le maïs et le mil, et dans le quartier c'est la seule céréale qu'on trouve au détail"* (n°10). Cet avantage se retrouve au niveau des plats achetés par les ménages, et qui sont tous à base de riz, mis à part la boule de mil. Quel que soit le degré des contraintes affrontées par les ménages, le riz est la dernière céréale qu'on renonce à acheter.

Mil

Le mil est un cas particulier. D'abord, son prix a fortement augmenté (cf. La hausse des prix des céréales au Niger : constat et analyse des principaux déterminants, janvier 99, SAHD(99)492, Club du Sahel). La tia de mil nigérien ou malien coûtait 350 F après les récoltes de 1997 ; en juillet 1998 le prix du mil malien s'est stabilisé à 550 F/tia et celui du mil nigérien a atteint 625F/tia au début août, ce qui incite les ménages à acheter le mil malien, pourtant moins bien conditionné.

Ensuite le mil a un statut économique à part. En milieu rural agricole, le mil constitue non seulement la base de l'alimentation mais sert à la fois de principal produit d'une activité peu orientée vers le marché (cf. volet enquête producteurs), de rémunération en nature d'un endettement chronique, voire de bien de prestige. En ville, malgré la variété des produits sur les marchés et la monétarisation de la consommation alimentaire, le mil suit également un circuit à part. Les ménages ne relient pas leur approvisionnement en mil seulement à son prix sur le marché de Niamey, à la différence du riz et du maïs, mais aussi au niveau des récoltes et des échanges avec les villages. Ils reçoivent (dans 10 cas explicites sur 32) un peu ou beaucoup de mil du village.

On note aussi que la préparation de la boule de mil n'est jamais citée d'emblée, alors que ce plat est omniprésent à titre de complément quasi indispensable le long de la journée ; certains adultes en consomment à la place d'un plat, mais il est moins apprécié par les plus jeunes. En plus des sacs de mil, il existe un marché de la boule de mil, que l'on achète pour 50 F ou 150 F et que l'on délaye dans de l'eau ou du lait caillé. La pâte de mil est beaucoup moins fréquente que la pâte de maïs, qui a un volume plus avantageux après la cuisson et donc un coût de revient inférieur.

³ Cet écart de 33% dans les appréciations rend difficile une analyse ex post précise.

La hausse du prix du mil a des effets directs sur la constitution de stocks, mais il est difficile de renoncer à la boule : *"depuis 6 mois on n'achète plus de mil, devenu trop cher, on achète de temps en temps 50 F de boule"* (n°22) ; *"depuis 1 an, elle n'a pas acheté de mil, mais son mari finance l'achat de boule de temps en temps"* (n°27).

D'après l'enquête sur le budget et la consommation des ménages, le mil était en 1989 la céréale la plus consommée, avec un ratio en milieu urbain de 123,7 kg/personne/an, loin devant le riz (39,3 kg/personne/an). Le sorgho venait ensuite avec 25,9 kg consommés par personne et par an, devant le maïs avec 20,9 kg/personne/an.

B. LES ADAPTATIONS DE LA CONSOMMATION

Le prix des céréales se conjugue à une inflation générale (cf. La hausse des prix des céréales au Niger : constat et analyse des principaux déterminants, janvier 99, SAHD(99)492, Club du Sahel) et à une stagnation macro-économique qui diminue les ressources des ménages dans la majorité des cas. Ceux-ci s'adaptent à partir d'habitudes et de niveaux économiques divers.

La périodisation reconstituée par les ménages associe l'effet de la hausse des prix des céréales et la détérioration générale de la situation économique. En effet, les ménages datent le début de la hausse des prix à 1996, ce qui confirme l'analyse statistique, mais ils y associent souvent la baisse de leurs revenus. Dans un cas (n°15), s'ajoute l'effet de récoltes médiocres : le ménage possède un champ de mil en zone rurale dont la production insuffisante cette année l'a obligé à acheter du maïs.

Ces contraintes exercent sur la consommation des effets directs (en l'absence d'épargne, les ménages s'adaptent immédiatement à la baisse de leur pouvoir d'achat et le poste alimentaire est le premier concerné) et secondaires : substitutions croisées et dégressives, réduction des quantités et du nombre de préparations, et adaptation des stratégies d'approvisionnement.

On ne présente pas ici d'élasticité simple ou croisée de la demande des ménages par rapport aux prix des céréales et la variable "hausse du prix des céréales", une fois commentée, ne sera pas isolée des autres contraintes dans l'analyse. En revanche, les résultats distinguent les modifications de la consommation et les pratiques mises en œuvre dans l'approvisionnement.

1. Les substitutions

Substitution de sauces

La substitution la plus facile à faire est de modifier la sauce. Il existe une infinité de degrés d'allègement, nous indiquons les principaux à partir des sauces de base (cf. annexe 4).

Le cas de la sauce oseille illustre la gestion mensuelle du budget : chez les ménages salariés, une ménagère commence à alléger la sauce 10 jours après la paie ; une autre 10 à 20 jours après, une 20 à 25 jours après, 7 autres allègent régulièrement la sauce les derniers jours de chaque mois.

La sauce la plus pauvre se réduit à de l'huile et du sel, et parfois de l'arôme Maggi. C'est le régime habituel de l'un des ménages, mais les ménages les plus précaires préparent régulièrement le riz à l'huile et au sel. Les entretiens conduits en un passage unique ne permettent pas d'évaluer l'ampleur et l'étalement des substitutions culinaires.

Les premiers ingrédients réduits, voire supprimés, sont la viande et les condiments frais ou séchés tels que les poivrons - qui viennent presque toujours de Diffa, à l'Est du pays.

Certaines feuilles (fakou, baobab) servent d'épaississant pour les sauces et remplacent des ingrédients plus chers.

En substitution à la sauce du soir, 16 ménages sur 33 préparent une autre sauce complète, ou bien ne préparent pas et achètent -rarement- des plats. Seize autres ménages allègent régulièrement la sauce. Parmi eux, trois préparent tout de même une sauce complète 10 à 20 jours par mois. Un seul ménage plus démuné ne prépare que sur une courte période, et dans ce cas, toujours une sauce claire.

Substitutions de plats

Riz sauce/ riz au niébé/ riz au gras

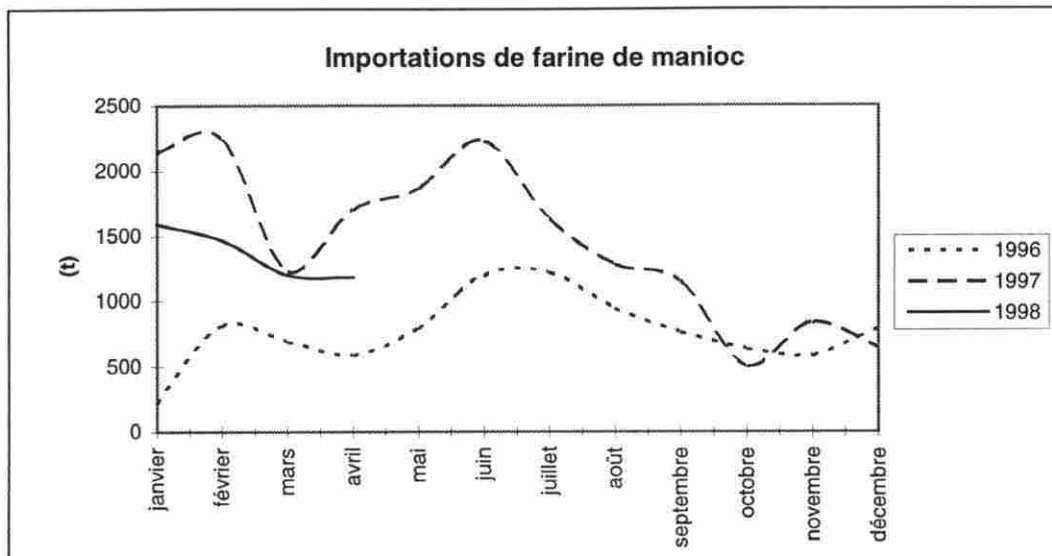
Le riz-sauce, présenté comme le plat normal de midi, peut être remplacé par d'autres préparations à base de riz, ne nécessitant pas de sauce : 13 ménages préparent parfois du riz gras en substitution. A noter que les brisures de riz, moins chères (13 500 F/sac quand le riz coûtait 15 000 F/sac) conviennent à ce type de préparation. Encore faut-il préciser qu'il y a des variantes (nous en détaillons 4) dans la préparation du riz gras. Sur ces ménages, 11 préparent aussi du riz au niébé en substitution. Sept ménages seulement mentionnent les tubercules (igname, patate douce, manioc) comme base de substitution, en saison et de façon limitée. Dans ce cas, il s'agit d'une variante plutôt que d'une substitution forcée, car même en saison le prix de l'igname n'est pas plus avantageux que le riz. Deux ménages citent le ragoût de pommes de terre.

Le gari au kopto

Chez les ménages les plus pauvres, le principal plat de substitution est le gari au kopto : farine de manioc et préparation à base de feuilles. Ce plat est assaisonné d'huile, sel, piment, d'arôme Maggi, ou de pâte ou tourteaux d'arachide, et en tous cas ne nécessite pas de cuisson. Il évite donc l'achat de bois et des composants de la sauce.

Le gari intervient dans des proportions différentes. En friandise entre les repas (n°4), en petit-déjeuner (n°22, 34), en complément à une ration de riz diminuée, en substitution à un repas pour la ménagère : "les 300 F dépensés pour le riz de midi ne suffisent pas toujours, 2 ou 3 fois par semaine elle se contente de servir les enfants, et se nourrit elle-même de gari au kopto (n°15)". Dans les cas plus difficiles, le gari constitue le plat commun (n°8, 11, 19, 22) . Il peut être consommé avec du lait et du sucre, sans lait, et quelques fois à l'eau simplement.

Graphique 1 : Importations de farine de manioc



Données SIM non corrigées, tous postes confondus

Sur deux ans et demi, les importations de farine de manioc (gari) conservent la même allure saisonnière, qui confirme leur utilisation comme aliment de substitution aux autres céréales : elles culminent pendant la soudure et elles diminuent pendant les récoltes. En 1997, cette substitution a été plus précoce et plus importante qu'en 1996 : les importations ont augmenté dès avril de 38% par rapport à mars, alors que l'année précédente elles n'avaient repris qu'en mai, avec une hausse de 34% par rapport à avril. La suspension des importations au moment des récoltes en 1997 n'a duré qu'un mois en octobre, avant une reprise de 67 % en novembre. Ces reprises rapides et le quasi-doublement du volume total des importations enregistrées en 1997 (de 9185,6 tonnes à 17 446,5 tonnes soit + 90%) indiquent que la substitution du gari aux céréales s'est fortement accentuée, signe d'une aggravation des contraintes économiques puisque c'est un bien de catégorie inférieure. En revanche, les importations enregistrées en début de l'année 1998 baissent légèrement par rapport à celle du début de 1997.

Les boules de mil

On a relevé 5 variantes de préparation du mil en boisson, boule ou bouillie (annexe 5). Selon la préparation, le vannage et le lavage, la boule est plus ou moins riche en son. Cet aspect nutritionnel est sans doute pris en compte par les ménagères, même s'il n'a pas été mentionné en tant que tel : la préparation la plus riche en son (le labdourou) était consommée en région jerma pendant les concours féminins d'embonpoint après la saison des récoltes.

On observe une différenciation au sein du ménage : la boule de mil sert parfois de substitut à certains adultes, mais apparemment pas aux enfants. On a vu que les enfants reçoivent dans certains ménages un peu d'argent pour acheter des beignets, du pain, des préparations à base d'arachide et de feuilles (aki acharwa), ou de gari au kopto.

Viande ou poisson

Au détail la viande de bœuf avec os coûtait 1 000 à 1 100 F/kg lors de l'enquête et ce prix était perçu comme variable de manière saisonnière. Le prix du poisson frais (1 000, 1 500 F un capitaine) et sa vente à l'unité, alors que la viande se vend en tas, le rendent

habituellement inaccessible pour la quasi-totalité des ménages rencontrés. Le poisson séché est plus communément acheté pour assaisonner les sauces. Aucune hausse récente de prix n'était signalée mais la consommation de viande et de poisson diminuent rapidement face aux contraintes : *"il y a trois mois, on achetait 1 kg, 1,5 kg de viande à midi, aujourd'hui, on n'achète que pour 250 à 500 F/midi (n°21)"*. Dans ce cas, les contraintes viennent du prix des céréales et de l'arriéré de salaire.

Chez des ménages en situation moyenne, la viande ou le poisson enrichissent les plats et dans ce cas, les ménagères remplacent rarement la viande par le poisson, à cause du coût de revient plus élevé du poisson.

Chez des ménages plus pauvres, la viande et le poisson séchés en très petite quantité servent essentiellement à parfumer la sauce. Le poisson séché est alors beaucoup plus fréquent que la viande, car une quantité minime parfume davantage que la viande. C'est le cas le plus fréquent ici.

Ces pratiques de substitution sont habituelles aux ménages et rien n'indique une récente transformation profonde⁴.

On observe une substitution dégressive : pour un repas, tout un éventail de substitutions est possible, et les économies en jeu sont souvent minimes : 110 F, 135F (cf. annexe 6).

Les produits semblent presque tous disponibles toute l'année, en dehors de certains produits frais : poivrons, tomates, oignons, parfois absents, parfois d'un prix inaccessible hors saison, et du poivre gris importé du Nigéria. Le maïs en particulier semble disponible, malgré la baisse actuelle des importations au Nigéria. L'arrivée de certains produits frais sur le marché déprécie le stock antérieur (cas du renouvellement du stock de gombo : le vieux stock se vend 750 F/tia, le nouveau stock se vend simultanément 1 000 F/tia).

Dans l'échantillon enquêté, les substitutions entre aliments se pratiquent rarement pour pallier à une rupture d'approvisionnement du marché. Elles compensent un accès difficile au marché, dû à la baisse des ressources et/ou à la hausse des prix.

La hausse des prix se répercute sur l'ensemble des achats alimentaires, à plusieurs degrés : l'effet le plus bénin, chez les ménages en situation moyenne, est de réduire la diversité du régime : *"il faut de l'argent pour varier"* (n°14).

Les substitutions offrent un large éventail de possibilités : changement de plats, allégement des sauces, baisse de qualité des ingrédients. *"Il y a manger et manger"* (n°14). Elles sont pratiquées par tous les ménages à divers degrés.

Les observations ci-dessus sur la substitution des produits à Niamey offrent des points de comparaison avec des tendances relevées dans deux autres villes sahéliennes, Ouagadougou et Bamako. La baisse de la consommation de viande et le léger essor du poisson, essentiellement fumé, destiné à l'assaisonnement, est commune à Niamey en 1998, Ouagadougou en 1997, (Ki-Zerbo, Ancey, 1997) et Bamako en 1996 (Singaré et al., 1997). Le maintien du riz importé, qui s'explique ici par les raisons pratiques évoquées plus haut, a été observé à Bamako en 1996 par rapport à 1993 (Singaré et al., 1997). Concernant un produit régional de substitution, on peut comparer l'essor de la demande de riz local à Bamako avec la hausse des importations de gari consommé à Niamey par les ménages pauvres.

⁴ EBCM 89-90 : la consommation de viande bovine à Niamey serait de 10,8 kg/ personne/an ; la viande ovine de 2,4 kg, la volaille de 2,1 kg ; le poisson (frais + fumé) de 1,2 kg.

La demande de maïs est moins facilement comparable entre les marchés, d'abord en raison des différences entre les problématiques et les méthodes des études. Les travaux sur les déterminants de la demande de maïs au Mali (Singaré et al., 1997) concluaient à une faible compétitivité de la farine vendue par rapport aux céréales traitées par les opératrices, en raison d'un coût d'opportunité généralement faible. Ces résultats ne sont que partiellement comparables avec ceux de l'enquête à Niamey, puisqu'ils reposent sur une méthode d'évaluation contingente utilisant des données antérieures à la dévaluation (1993). Des travaux ultérieurs mentionnent en 1996 une baisse de la demande des ménages les plus riches. On peut toutefois en rapprocher certains résultats tirés de l'enquête à Niamey : celle-ci met en évidence une baisse de la demande en 1998 depuis la hausse des prix de 1996 et porte sur les ménages en situation moyenne ou difficile.

De plus, les marchés nigérien et malien ont des caractéristiques différentes. Les conditions de la hausse des prix à Niamey sont détaillées dans le volet macro-économique. Notons simplement que la diversification des importations nigériennes en provenance du Bénin et du Mali n'a pas compensé la baisse des importations de maïs nigérian. En revanche, ni les travaux à Bamako ni l'enquête précédente à Ouagadougou ne mentionnent la part du gari qui semble s'accroître sur le marché de Niamey.

2. La réduction du nombre de repas

La réduction du nombre de repas est une restriction plus sévère. Mises à part les ménagères qui travaillent et ne préparent pas à midi, les autres tentent d'abord de préserver l'habitude de préparer : deux fois par jour, en réduisant certains composants, en modifiant le menu, parfois en réduisant la quantité de la ration.

Sur 33 cas, le nombre de préparations quotidiennes actuelles se répartit comme suit :

Tableau 2 : Nombre de préparations quotidiennes

nb préparations	2 par jour		1 par jour	irrégulier
	Quantité stable	quantité en baisse		
nb ménages	15	5	9	4

Chez les 4 ménages (sur 33, soit 12%) qui préparent irrégulièrement (quelques fois dans la semaine), il s'agit d'une pratique chronique. En réalité ces ménages n'ont aucune ressource régulière, ou très limitée (vente de thé, fabrication occasionnelle de briques) et dépendent de l'assistance d'autrui. Leurs ressources et leurs achats sont tellement faibles et aléatoires que la hausse des prix les touche peu. L'une de ces femmes dit *"ne pas faire attention aux prix, elle se préoccupe surtout de trouver un produit à acheter"* (n°19) (cf. annexe 7).

Parmi les 9 ménages (27%) qui ne préparent qu'une seule fois par jour, les situations sont plus disparates. Pour 4 d'entre eux (12% de l'échantillon), c'est une habitude. Il s'agit de personnes isolées (ménage monoparental) ou en situation précaire.

Pour 5 d'entre eux (17% de l'échantillon) au contraire, la réduction du nombre de repas est plus ou moins ancienne, de quelques mois à 6 ans, mais les ménagères interrogées n'y sont pas habituées.

Les 20 ménages (60% de l'échantillon) qui préparent deux repas chaque jour maintiennent une situation moyenne qui recouvre des différences de quantité et de qualité de

consommation que nous ne pouvons qu'évoquer brièvement ici. Tous pratiquent des substitutions d'aliments, et 5 maintiennent les deux préparations quotidiennes au prix d'une baisse de qualité : "il y a manger et manger" (n°14), ou d'une baisse de quantité : on prépare parfois "pour le principe" (n°5), "on n'est pas sûr de rassasier" (ns° 6, 17, 22...).

Raisons économiques de l'achat de plats préparés

A un certain stade, la solution est d'acheter un plat de riz à une revendeuse, au lieu de le préparer : "une fois ou deux par mois, elle n'a pas de quoi préparer deux repas par jour. Dans ce cas elle ne prépare qu'une fois à midi, et le soir elle achète aux vendeuses des aliments prêts. Ce qu'elle achète ne rassie pas, mais au moins on ne dort pas le ventre vide. Ce n'est pas moins cher mais c'est la seule substitution possible : si elle avait du riz en réserve, elle pourrait avec 100 F de condiments préparer suffisamment. Mais si elle n'a plus de riz, avec 300 F elle ne peut pas acheter un kilogramme de riz (égal à 300 F) et les condiments, donc elle dépense les 300 F en repas préparés dans le quartier par les revendeuses : couscous aux feuilles, et si elle achète 50 F pour chaque enfant ça suffit (n°32)".

Cet exemple explique pourquoi l'achat est parfois moins coûteux que la préparation à domicile : cette pratique permet à la fois une substitution et une restriction quantitative. Elle a pour conséquence d'accroître les différences de consommation au sein du ménage.

Les 5 ménages qui préparent deux fois par jour en diminuant la quantité citent trois types de contraintes.

Tableau 3 : Contraintes à l'achat (deux préparations quotidiennes)

Activités/statut/habitat/nb de pers. permanentes.	Contraintes citées		
	Baisse des ressources	Hausse des prix	Besoins familiaux
mari pompiste, femme tresseuse/mg/banco/8	x		
mari employé, femme vend beignets, l'autre riz-niébé/pg/banco/20	x		x
mari manoeuvre, femme fait nattes/mg./paill/7	x		
mari gardien/mg/paill/6	x	x	
mari chauffeur, femme employée adm./mg/banco/24		x	x

mg = monogame, pg = polygame.

C'est l'irrégularité ou la baisse des ressources qui apparaît comme la contrainte la plus fréquente. La hausse des prix est connue de manière précise mais ce facteur se conjugue aux autres contraintes structurelles. Dans deux cas, un effectif permanent de 20 personnes ou davantage est perçu comme une contrainte lourde par le ménage qui en a la charge.

3. L'unité de consommation

On s'est demandé souvent si les ménages restreignaient l'unité de commensalité pour s'adapter aux contraintes. C'est peut-être un raccourci un peu abstrait. En fait, l'unité de consommation en elle-même est ici une contrainte, pas une réponse des ménages citadins, à la différence du milieu rural où l'exode apparaît comme une adaptation.

Les effectifs des ménages changent souvent avec l'arrivée de visiteurs ou d'étrangers⁵ et il est difficile pour les ménagères elles-mêmes de prévoir leur consommation une semaine à l'avance. Essayer de cerner l'unité de consommation soulève les questions de l'arrivée régulière de parents villageois après la saison des travaux agricoles, et celle de l'entraide immédiate entre voisins.

Les visites des parents après les récoltes

Après les travaux agricoles, les ménages ont l'habitude de recevoir la visite de jeunes gens originaires de la famille ou du village. Les jeunes filles qui viennent séjourner quelques semaines sont hébergées et nourries par la famille citadine, assistent la maîtresse de maison pour quelques travaux. Les jeunes gens s'occupent souvent en ville mais sont également nourris pendant quelques semaines à quelques mois. Il s'agit plutôt d'une décharge de la famille rurale que d'une véritable tentative d'exode, car ces jeunes repartent chez eux à l'approche des travaux, pour certains "sans avoir trouvé de travail (n°5)". D'autres effectuent une halte brève à Niamey en se rendant dans les pays côtiers (la Côte d'Ivoire surtout mais aussi le Bénin et le Togo) jusqu'à l'hivernage suivant. Ces visiteurs sont à la charge du ménage citadin et apportent parfois des vivres d'appoint mais ne contribuent jamais au budget familial. Ils ne sont pas comptés parmi les membres permanents. La réaction de l'hôtesse est d'augmenter les achats et la consommation de riz.

C. LA DIVERSIFICATION DES RESSOURCES

1. Le type d'activités

Il est difficile de savoir si les activités féminines apportent un complément ou l'essentiel des ressources du ménage, tant les revenus dits principaux sont parfois irréguliers, et tant les revenus indiqués ici sont disparates. Les activités recensées regroupent donc toutes celles qui sont déclarées.

Tableau 4 : Activités recensées

commerce alimentaire	commerce d'articles	artisanat vente	travaux agricoles	fonction publique
plats cuisinés : 11 plats exotiques ¹ : 1	bois, paille, pétrole : 4 imp-exp : 3	préparations pour mariages : 1	vanneuse de riz : 1	fonction publique : 4
boissons glacées : 3 feuilles/fruits : 5 céréales : 3 total : 23	pagnes : 1 total : 8	trousseuse : 1 nattes rafia : 1 poterie-vente : 4 total : 7	total : 1	total : 4

¹Plats exotiques = samboussas, nems, pizzas.

⁵ Les définitions respectives données pour un visiteur et un étranger sont les suivantes : le visiteur prend le thé, voire déjeune. L'étranger mange et dort à la maison. La différence officielle se fait d'abord par le séjour et le traitement, avant les liens ou l'origine.

Tableau 5 : Détail de certaines activités

Plats cuisinés	vente fruits/feuilles
beignets : 5	feuilles baobab : 1
boule de mil : 3	mangues,
riz-sauce : 2	arachides : 4
kopto : 1	

Certains ménages ont plusieurs activités. Le tableau ci-après présente le type et le nombre d'activités, en regard du nombre de préparations quotidiennes et du type d'habitat.

Tableau 6 : Activités par ménage, habitat, nb de préparations par jour

Ménage ¹	Activités principales	Activités d'appoint	Ancienneté	Habitat	Nb. prép./j
1 ₂	mari retraité E.N.	vente bois	années	banco amélioré	2
2 ₁	vanneuse de riz	vente paille	années	banco amélioré	1
3 ₂	mari planton	vente beignets	années	banco amélioré	2
4 ₁	commerce imp/exp	préparations mariages	années	banco amélioré	2
5 ₂	mari pompiste	tresseuse et vente feuilles	années et 15 jours	banco amélioré	2
6 ₃	mari employé piscine	ventes beignets/ riz-niébé	années/années	banco amélioré	2
7 ₁	vendeuse de riz-sauce	-		banco	2
8 ₂	mari vendeur de thé	vente de mangues (échec)	saison 98	paillote	irrégulier
9 ₃	mari ex entrepreneur	plats exotiques/taxi	années/ juin 98	cimenté	2
10 ₁	-	-		paillote	irrégulier
11 ₃	mari fait des briques (aléatoire)	-		paillote	1
12 ₁	employée	vente boissons glacées	février 98	cimenté	1
13 ₂	mari employé au chômage, employée	vente boissons glacées (échec)	stop depuis 2 ans	banco amélioré	1
14 ₃	mari agronome, instit, commerçante.	-		cimenté	2
15 ₂	mari manoeuvre	vente mangues et arachides, fab. nattes	années	paillote	2
16 ₂	aide-maçon au chômage	boule de mil	années	paillote	irrégulier
17 ₁	boule de mil	-		paillote	2
18	mari gardien (privé)	-		paillote	2
19 ₂	mari aide-maçon au chômage	vente kopto (échec)	stop qqs mois	paillote	1
20 ₂	mari vendeur thé	vente mangues	saison 1998	paillote	1
21 ₃	mari gardien (adm)	vente paddy/vente beignets	3 ans/années	banco	2
22 ₂	mari peintre au chômage	vente riz-sauce, pétrole, bois	années	paillote	2
23 ₂	mari cordonnier	vente beignets	années	paillote	1
24 ₂	mari chômeur, beau-père manoeuvre	-		banco	2
25 ₂	mari "tablier"	-		paillote	2
26 ₂	fils manoeuvre	-		paillote	irrégulier
27 ₂	mari commerçant	bouillie de mil, bois	années	banco	2
28 ₁	vendeuse canaris	-		banco	ind
29 ₁	vendeuse canaris	-		ind	ind
20 ₁	vendeuse canaris	-		ind	ind
30 ₁	vendeuse canaris	-		ind	ind
31 ₁	vendeuse canaris	-		ind	ind
32 ₂	mari manoeuvre adm.	Vente articles import ²	qqs mois	cimenté	2
33 ₂	mari chauffeur, employée	-		cimenté	2
34 ₂	mari soudeur	-		cimenté	1
35 ₂	mari journaliste, dir jardin d'enfants	imp/exp, boissons glacées, céréales	1992, 1994, années	banco amélioré	2
36	mari enseignant, vendeuse pagnes	vente céréales	années	cimenté	2

¹ n₁ = ménage monoparental ; n₂ = ménage monogame ; n₃ = ménage polygame.

² Les articles importés (n°32) : ustensiles en plastique, bibelots, sont achetés à une tante qui s'approvisionne en Côte d'Ivoire. L'import export est pratiqué dans un cas (n°4) avec la Côte d'Ivoire (achat à Abidjan de nattes, shampoings, crème, ensembles sac-chaussures, bibelots, et exportation d'articles de décoration : bibelots achetés à Niamey en provenance d'Arabie saoudite, couvertures nigériennes artisanales). Dans un autre cas (n°35), les articles sont importés de Cotonou (boucles d'oreilles), de Lomé (chaussures, sacs), en fonction des demandes des clients. Mais elle anticipe aussi les commandes.

Le tableau précédent montre que le type d'habitat ne correspond pas toujours au nombre de préparations quotidiennes. Il reflète au contraire la disparité des situations au sein d'un quartier, entre voisins, entre paillotes en quartier structuré et paillotes sur terrain vague. D'autre part, des familles logées en banco connaissent parfois des dégradations brutales du niveau de vie. On a vu quelles restrictions qualitatives et quantitatives apparaissent malgré l'obstination à préparer deux repas par jour.

La détresse psychologique qui n'apparaît pas dans ce type de tableau, tout au plus à travers le manque de réaction aux difficultés, transparaît dans certains entretiens surtout chez les ménages en situation d'origine moyenne qui affrontent une dégradation brutale de leurs ressources.

Les activités d'appoint sont pratiquées depuis plusieurs années dans 15 cas sur 21. Les activités récentes sont dues à quelques opportunités de démarrage. Là aussi, une réponse binaire sur l'existence ou non d'activité d'appoint explique peu de choses, tant le niveau des activités et les bénéfices dégagés évoluent (cf. ci-dessous).

2. Les bénéfices

Disparité

Les bénéfices tirés de ces activités sont très disparates et correspondent à des niveaux de consommation et de vie très différents. Les différences de revenus s'observent entre les types d'activités et à propos des mêmes activités.

Tableau 7 : Disparité des bénéfices dans le petit commerce

Activité	détail	Bénéfice (Fcfa)	Estimé/mois/ activité
Commerce alimentaire	beignets	50-100/jour	1 500-3 000
		150-400/jour	4 500-12 000
		350/jour	10 500
		500/jour	15 000
	riz sauce	1500-2100/jour	45 000-63 000
	boule mil	200-300/jour	6 000-9 000
		1500/jour (l'an dernier)	45 000
		1000/jour	30 000
	couscous	250-1000/jour	7 500- 30 000
	boissons	1 échec	
		1000/jour	30 000
	feuilles, fruits	75/tia, sur 4 jours (arachides)	560
		1000/lot de mangues (en saison)	max 30 000 en
		6000/opération ponctuelle (feuilles baobab)	saison 12 000
	plats exotiques	5 000 à 10 000/vente (2/semaine)	150 000-300 000
Bois, paille		300/jour	9 000
		3000-4000/semaine	12 000-16 000
Tresseuse		5 000-12 000/mois	5 000-12 000
Préparations mariage		5 000-40 000, 6 fois/an	2 500-20 000
Vanneuse riz		1/3 conso. annuelle en nature	
Nattes		900/natte, 8 ou 9 nattes par hivernage.	2700

Les revenus s'étalent entre 560 F/mois (vente de feuilles et de fruits) et 45 000 F à 63 000 F/mois (préparation et vente de plats).

Les disparités de revenus existent aussi au sein d'un ménage : par exemple dans celui où les co-épouses réalisent des bénéfices respectifs de 350 F/jour et 500 F/jour sur la vente de beignets et de riz-niébé, l'une d'elle perçoit chaque trimestre 26 500 F d'allocations familiales, représentant 60% de son revenu mensuel. Cette somme est dépensée par le chef de famille pour l'habillement exclusif des enfants ayant-droits, et le reliquat éventuel revient à la mère allocataire.

Evolution des bénéfices

Fluctuations saisonnières

- les travaux agricole (vannage et décortilage du riz) sont saisonniers,
- le prix du bois baisse après les cultures, d'octobre à juin, puis remonte lorsque les charretiers deviennent plus rares (beaucoup partent aux champs),
- la clientèle des plats préparés diminue en saison agricole, à cause du mouvement de retour des villageois vers les campagnes.

Tendance

Sur 27 activités commentées, 13 cas sont stables, 4 cas sont en expansion et dans 10 cas, les bénéfices et l'activité baissent.

Dans les cas d'une activité en expansion, il s'agit :

- du démarrage d'un commerce d'articles importés depuis quelques mois ;
- d'une rotation plus rapide et d'une hausse de la marge : achat de bois au fagot au lieu de camion : prix d'achat 5 000 F (chargement de camion : 25 000) et prix de vente 7 000 F (27 500) ;
- d'une multiplication des activités : import/export, boissons glacées, commerce de céréales ;
- de ventes de céréales dans les services.

Dans les cas d'une activité en baisse, il s'agit :

- de l'import/export d'articles décoratifs : depuis deux ans la clientèle de la fonction publique se raréfie. Plus exactement, le "placement des articles se fait bien, mais les crédits sont très difficiles à payer". Cette baisse de l'activité se combine à une hausse des prix des produits, et entraîne une diminution des achats alimentaires effectués en Côte d'Ivoire. En comparaison avec l'enquête à Ouagadougou, on notera toutefois l'importance du commerce qui transite par Niamey entre le nord du Sahara et les pays côtiers, caractéristique même s'il ne s'agit que d'un commerce artisanal d'import/export.
- une vente de beignets : le prix de la farine a augmenté depuis 4 ans (de 250 à 325 F/kg), l'achat ne se fait plus au sac mais au kilo, et à crédit. Les ventes diminuent. Elle peine à reconstituer le stock ;
- la commande de briques est aléatoire et diminue (2 cas) ;
- une vente de boissons glacées est arrêtée, la personne constatait un marché saturé, et ne pouvait faire face au coût d'entretien du matériel et au surcoût de la facture d'électricité ;

- une part importante de la clientèle des plats de riz diminue saisonnièrement, pendant les retours au village pour les travaux agricoles (les villageois célibataires) ;
- la vente de boule de mil : 3 cas sont cités. La clientèle de la boule de mil diminue continuellement. Depuis que le prix du mil a augmenté, "*ceux qui en achètent sont ceux qui ne peuvent pas s'en passer. Car 25 F ou 50 F de gari rassasient mieux que 100 F de boule de mil*" (le prix de vente de la boule reste de 25F mais sa taille a diminué). Dans un cas, la baisse est chiffrée : il y a 4 mois, la vendeuse réalisait une épargne de 500 F/jour (après reconstitution du stock et dépenses journalières), aujourd'hui cette épargne varie de 250 F à 500 F. Dans le troisième cas, la quantité a diminué depuis plus longtemps : depuis 2 ans elle vend 1 tia en deux jours au lieu de 4 ;
- une vente de pétrole lampant et de bois est interrompue depuis 3 semaines, à cause de dettes et de la hausse du prix du pétrole, passé en quelques mois de 150 F/l à 250 F/l ;
- la vente de canaris : une vendeuse installée à un des 4 postes fixes au Petit Marché constate une saturation du marché due à l'arrivée de nouvelles productrices-commerçantes navetanes entre Boubon (le lieu de production) et Niamey, ou ambulantes dans la ville. Elle affirme ne pas baisser ses prix mais diminue ses ventes.

Conditions de démarrage des activités

Parmi les activités recensées dans le tableau ci-dessus, les ventes de plats, de bois, de pétrole nécessitent un capital minime à l'origine. En revanche d'autres activités de commerce ont démarré grâce à un investissement ou un apport en nature. Une vente de boissons glacées a commencé avec l'acquisition d'un réfrigérateur offert par une parente (n°13). Une salariée (n°35) a mis à profit le paiement d'un arriéré de salaire de 200 000 F fin 1992 pour débiter un commerce d'importation d'articles (sacs, boucles d'oreilles...) en se rendant au Bénin. Elle a réalisé 100 000 F de bénéfice à ce coup d'essai, et pu acheter début 1994 un congélateur (275 000 F) qu'elle utilise pour stocker des boissons et des yaourts à vendre. Une commerçante (n°4) a considérablement amplifié ses activités en se rendant en Côte d'Ivoire en 1994 grâce à une somme reçue en héritage.

Le type d'association des activités suggère que les contraintes et les incitations sont non seulement financières mais liées à l'expérience personnelle et au niveau social. La vente de beignets ou de boule de mil est pratiquée dans les ménages de bas niveau économique, les bénéfices ne dépassent pas 1 500 F/jour et les femmes qui le pratiquent sont de milieu populaire. Les femmes en situation moyenne, même financièrement dégradée, envisagent un type de commerce à la fois plus lucratif et socialement plus élevé : la vente et/ou l'importation d'articles, voire la vente de boissons glacées. Ainsi, les femmes qui vendent des boissons glacées sont toutes salariées. Cette activité d'appoint exige en effet un investissement initial pour l'achat d'un réfrigérateur ou d'un congélateur, des revenus plus ou moins réguliers pour payer la facture d'électricité, et un habitat électrifié ; deux femmes sur les trois trouvent leur clientèle sur leur lieu de travail, la troisième, qui mène par ailleurs d'autres activités de commerce, confie les ventes à un employé.

En sens inverse, entamer une nouvelle activité en situation de crise semble dépendre non seulement d'un capital disponible, mais de l'expérience et de la connaissance du milieu. On peut comparer par exemple deux ménages d'un niveau de vie équivalent : villas, maris agronome ou commerçant, ménages polygames. Dans l'un des ménages, une institutrice (n°14) constate une baisse de sa consommation mais n'entame pas de nouvelles activités, faute de fonds de démarrage pour les activités (commerce d'articles) qu'elle pourrait envisager ponctuellement. Dans l'autre, une ancienne vendeuse (n°9) s'est lancée dans la préparation et la vente ambulante de plats exotiques, lorsque son mari a dû fermer la boutique où elle était employée.

3. L'usage des revenus, contribution au budget

Il est impossible de spécifier l'usage de ces revenus, à cause de la pratique de plusieurs activités, la coexistence de plusieurs revenus, de besoins quotidiens divers, et des frais occasionnels (transports, cérémonies, habillement, santé) que gèrent les ménagères.

Sous cet aspect aussi, les situations varient. Dans 15 ménages sur 36, chaque adulte dispose d'un (ou plusieurs) revenus. Dans la majorité des cas (21), il y a au maximum un revenu dans le ménage, y compris le petit commerce alimentaire cité plus haut.

Ces 21 cas se détaillent ainsi :

- Dans 8 cas, l'informatrice n'a aucun revenu propre mais le mari travaille.
- Dans 6 cas, l'informatrice a un revenu et son mari est au chômage.
- Dans 4 cas, le ménage est monoparental, la femme est le chef de famille.
- Dans 3 cas, aucun des adultes du ménage n'a de revenu.

Dans 19 cas, la contribution féminine au budget du ménage s'accroît sur des postes habituellement réservés au chef de famille : habillement, viande, céréales et stock de condiments, signifiant que la tension accrue entre les besoins et les ressources entraîne un transfert des contributions financières. Le financement des divers besoins du ménage est transféré entièrement et explicitement sur les revenus féminins dans les 6 ménages dont le chef de famille est au chômage (et naturellement dans les 4 cas de ménage monoparental). Toutefois l'achat des sacs de céréales et le financement des condiments restent à la charge du chef de famille même s'ils sont parfois rendus possibles par la contribution féminine à certaines autres dépenses. En pratique, les revenus féminins financent l'achat au détail des céréales et des condiments lorsqu'on ne peut pas renouveler le stock immédiatement.

La part des contributions féminines aux dépenses augmente quel que soit le niveau économique du ménage : dans les cas de relatif confort (n°35, mari journaliste, femme fonctionnaire et commerçante, logement banco), dans le cas où le niveau de vie a chuté (n°13, mari licencié, femme employée, logement banco), comme dans un cas proche de la misère (n°19, mari vendeur de thé, femme vendeuse de kopto, paillote).

Certains biens font l'objet d'attentions et de frais personnels de la part des informatrices : en dehors des dépenses personnelles, la constitution d'un trousseau pour les filles de la maison est un souci propre à la mère de famille et fait l'objet d'une dépense qui provient de sa tontine (2 cas) ou des revenus de son commerce (1 cas). L'achat de bétail, (8 cas, toujours des petits ruminants, plus un boeuf dans 2 cas) est également un investissement personnel ; on note aussi deux cas d'investissement foncier.

En cas de nécessité, les femmes financent tout ou partie des besoins du ménage en réduisant leurs dépenses personnelles, en cessant d'épargner ou de participer à des tontines (7 cas), en vendant du bétail, (6 cas de ventes depuis un an sur les 13 cas de possession de bétail) ou en dernière extrémité en vendant des biens mis de côté pour le trousseau des filles (1 cas).

Certaines de ces contraintes proviennent du ménage citadin mais aussi parfois de la famille au village, notamment en ce qui concerne la gestion de bétail. En effet le bétail est confié à des parents villageois, qui ne sont pas tous autorisés à prélever mais qui peuvent faire pression sur la propriétaire en cas de besoin afin qu'elle vende un animal. Dans tous les cas, le bétail a été vendu pour répondre à une demande au village et dans un cas, les parents ont même pris l'initiative de vendre.

Les budgets restent officiellement très nettement distincts : " Elle prête de l'argent à son mari pour les contributions à sa famille à lui, ou quand il lui en demande. Il ne lui dit pas toujours pourquoi il a besoin d'argent. Elle finance certains compléments de dépenses, sur sa propre initiative. Le mari paie le loyer (12 500 F), l'électricité et une partie de l'alimentation : quand il encaisse le salaire, ils vivent dessus pendant 15 jours, après elle contribue aux frais (n°33)". "Normalement la charge revient à l'homme, mais en ce moment ce n'est plus le cas ; compléter est devenu normal (n°14)".

Point sur les tontines

La tontine fonctionne comme une assistance tournante et mutuelle suivant des règles précises mais souples : la mise, le nombre des membres, et la période entre chaque redistribution diffèrent entre tontines et leur combinaison détermine la hauteur de la somme qui est distribuée. Dans les cas recensés, la tontine "ferme" quand tous les membres ont été attributaires une fois.

Sur 32 cas connus, 8 femmes cotisent à une ou plusieurs tontines ; 6 femmes y ont renoncé ; 18 n'y participent pas. On note au moins deux cas où la femme cotise sans revenus propres déclarés. Dans l'échantillon de l'enquête, les mises varient de 200 F à 1 000 F par jour, de 500 F à 5 000 F par semaine, de 5 000 à 10 000 F par mois. Ramenée à un mois, la cotisation coûte donc de 2 000 F à 30 000 F par personne et par mois.

Le nombre d'adhérentes varie ici de 10 à 20 personnes. Enfin, les tontines recensées tournent à des rythmes différents, de 50 jours pour la plus rapide à plus d'un an pour la plus lente.

Les tontines offrent des revenus particuliers, qui servent à plusieurs fins, en dehors des frais quotidiens du ménage, à la différence des revenus journaliers de l'activité commerciale. Les usages spécifiques les plus cités sont l'habillement quotidien des enfants et le trousseau des filles (3 cas) et l'équipement en meubles, lits (3 cas). On cite aussi les contributions à des cérémonies, l'achat de bétail, l'assistance à des parents villageois, les frais de transport, et l'apport à l'achat d'une parcelle à Niamey. En pratique toutefois, les besoins du ménage érodent les revenus de la tontine, dont une partie croissante est consacrée aux achats divers.

4. Conclusion partielle

Face à l'aggravation des contraintes en milieu urbain, les ménages modifient la qualité et la quantité de leur approvisionnement alimentaire. Les substitutions vont d'un allègement marginal ou substantiel des sauces, à la suppression de la consommation de viande et des condiments les plus coûteux ; dans les cas critiques, le riz importé non régional et la farine de manioc régionale, achetés au détail, sont privilégiés.

L'insécurité alimentaire apparaît dans près de la moitié des cas rencontrés : 40% des ménages préparent au plus un repas quotidien, et parmi eux la moitié prépare irrégulièrement. A cette population en situation chroniquement difficile s'ajoute une fraction citadine touchée par les effets conjugués d'une dégradation continue de la situation et de la hausse du prix des céréales : des restrictions quantitatives plus récentes (de quelques mois à 6 ans) apparaissent dans 10 cas (33%) à divers degrés : 5 ménages ont diminué le nombre de leurs préparations quotidiennes, 5 ménages s'efforcent de suivre la norme citadine des deux repas préparés par jour mais ne se rassasient pas.

L'impact de ces contraintes sur la taille des ménages de l'échantillon est marginal : les citadins semblent n'avoir pas le pouvoir d'alléger leurs charges par le recours à l'émigration, au contraire des ruraux, qui sont nombreux à quitter la campagne après la saison des travaux agricoles, pour venir temporairement à Niamey chercher du travail, ou solliciter l'aide de parents et alliés citadins.

L'unité d'analyse du ménage est une question difficile : non seulement on sait que des parents et alliés séjournent irrégulièrement et des repas sont préparés pour l'extérieur, enfin, les gestes d'entraide entre les femmes de différents ménages (dons d'aliments, partage de repas) en situation presque aussi précaires les uns que les autres montrent que les "choix" ne se réduisent pas à rechercher une stricte adéquation entre les besoins et les ressources à l'échelle du ménage, mais s'inscrivent dans des obligations sociales et économiques.

De plus, au sein des ménages, se pose la question de l'hétérogénéisation de la consommation : les contributions financières et matérielles se diversifient et la gestion du budget se complique, les revenus des adultes ne sont pas forcément totalement mis en commun, d'autant qu'il faut allouer certaines dépenses en dehors du foyer entre les familles respectives ; et les parents comme les enfants prennent des repas individuellement à l'extérieur.

Les activités économiques féminines contribuent à préserver la sécurité alimentaire du ménage à très court terme, en entretenant un accès au marché, même très modeste. Mais, sauf exception, elles ne permettent pas d'accumulation et ne garantissent pas de sécurité à moyen ou long terme. L'accessibilité à ces revenus diversifiés, issus d'un petit ou moyen commerce le plus souvent, n'est pas égale, elle dépend du savoir-faire et de la connaissance du milieu, et du support d'un capital, épargne ou bétail.

Les pratiques de l'approvisionnement et les relations entre les ménages citadins, comme entre citadins et villageois, imposent de tenir compte d'autres ressorts que ceux des transactions sur le marché pour analyser comment les ménages entretiennent leur approvisionnement alimentaire. C'est l'objet de la deuxième partie.

II. LES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT

A. LES MARCHES URBAINS

Quelle marge existe, du côté de l'offre et du côté de la demande, pour s'adapter aux contraintes et parvenir à une transaction ?

La structure des marchés est stable. Cependant de nouveaux acteurs de faible surface, tabliers et vendeurs ambulants, tentent des bénéfices minimes, comme on l'a vu plus haut. Les ménages fréquentent sélectivement les marchés des différents types.

1. Les marchés et boutiques

Le plan de la ville de Niamey répertorie 9 marchés, mais la Communauté urbaine en dénombre 14 officiels : 5 dans la commune n°1, 5 dans la commune n°2, 3 dans la commune n°3, et le Grand Marché, qui est une zone franche gérée par le Ministère du Commerce. Il existe au moins 5 niveaux de marchés.

- Certains produits agricoles arrivent d'abord sur l'un de ces marchés importants, où s'approvisionnent les grossistes des autres marchés. Par exemple, le marché de Katako

est le lieu d'arrivée directe des fruits et approvisionne le Petit Marché ; celui-ci en sens inverse redistribue les légumes et le poisson frais.

- Dans chaque quartier, un marché offre la plupart des produits alimentaires : céréales, condiments, légumes. Le choix de viande y est plus réduit, elle s'achète en tas, on y trouve du mouton plus facilement que du bœuf, et jamais de poisson frais.
- D'une rue à l'autre, on trouve aussi de la viande sur des étals et les boutiques permettent un approvisionnement de proximité en condiments, huile, céréales.
- A un niveau plus étroit, les tabliers proposent au détail certains produits (petits condiments, conserve de tomate, sucre, thé...).
- Enfin des vendeurs ambulants proposent condiments, feuilles et légumes à domicile.

Tableau 8 : Mode et lieux d'achat des céréales (nb de cas)

mode	lieu	Mil	Maïs	Riz	total/lieu
par sac	boutique	2	3	2	7
	marché	1		1	2
	quartier				
	grand	2	8	6	16
	marché				
	intermédiaire	1	2	2	5
	total/céréale	6	13	11	30
au	kg/tia	4	8	11	23
<u>seulement</u>					

nb de ménages : 28. Les chiffres concernent les produits et non les ménages. Les ménages consomment plusieurs céréales, c'est pourquoi le total dépasse 28.

Ce tableau ne quantifie pas la fréquence des achats, ni la quantité de céréales consommées, mais les modes d'achat, par sac ou par tia. Les familles qui achètent les céréales par sac y ajoutent toujours plus ou moins des achats au détail. En revanche, les cas d'achat au kilogramme (pour le riz) ou à la tia (pour le mil et le maïs) indiquent que ce mode d'achat est le seul pratiqué, parce que la famille ne dispose jamais de la somme disponible pour un achat de sac. Autrement dit, tous les achats par sac se doublent d'achats au kilogramme ou à la tia.

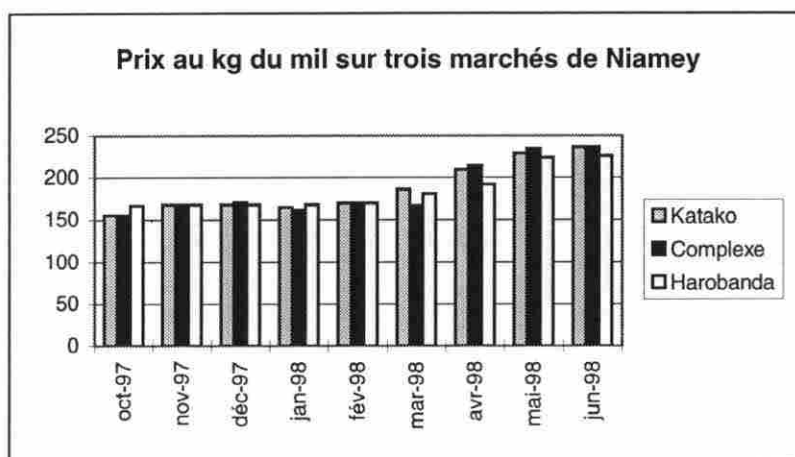
Il faut donc lire que le riz s'achète beaucoup plus souvent par kilogramme que par sac en réalité. Dans le contexte de baisse de la consommation décrit jusqu'ici, on peut penser que les ménages sensibles aux contraintes reportent leurs achats vers le riz, et vers des achats au kilogramme.

Le maïs est plus acheté par sac qu'à la tia. Mais on a vu plus haut que les achats ont diminué sur une période difficile à préciser (apparemment inférieure à deux ans).

Le mil se distingue du riz et du maïs : d'après les réponses, les achats de mil, que ce soit au sac ou à la tia, sont deux fois moins nombreux que les achats de maïs et de riz. Le contraste entre l'omniprésence du mil et sa part achetée, relativement faible ici comparée au riz et au maïs, suggère qu'il provient en partie d'un approvisionnement hors marché.

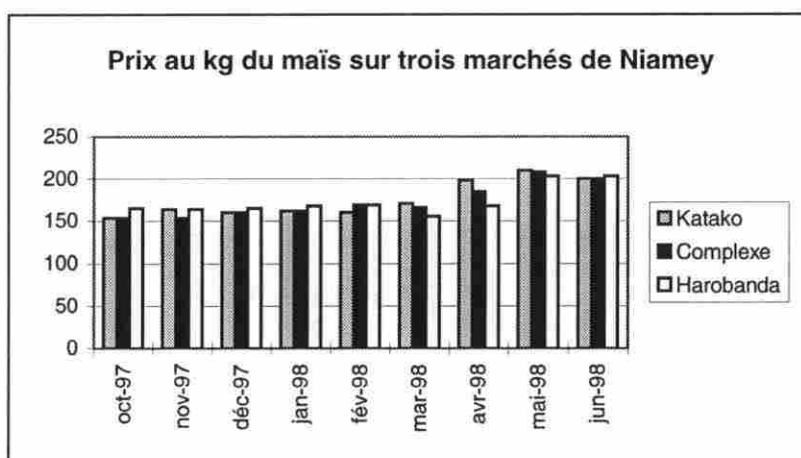
Les grands marchés sont les principaux lieux d'achat des sacs de céréales. Mais les boutiques sont un lieu stratégique pour l'offre de céréales du point de vue de la quantité et de la diversité des modes d'achat, parce que leur offre totale regroupe les ventes au sac et les ventes à la tia/kg en fin de mois, et les ventes à la tia/kg aux familles.

Graphique 2 : Prix au kilogramme du mil



Données SIM

Graphique 3 : Prix au kilogramme du maïs



Données SIM

Les prix au détail sont homogènes sur trois grands marchés : les réactions s'ajustent rapidement entre eux, notamment les marchés Complexe et Harobanda se sont alignés courant avril sur les hausses du prix du mil et du maïs amorcées en mars à Katako et ont rattrapé son niveau en mai. Les prix du mil et du maïs évoluent au même rythme, ce qui fait anticiper de peu les consommateurs. "Le maïs s'achète au même prix que le mil, or il y a 3 jours (vers le 27 juillet) on lui a vendu une tine de mil 625 F/tia. Elle suppose donc que le maïs aussi a augmenté" (n°27).

2. Le mode d'achat des produits

Mode d'achat de la viande

La viande est achetée occasionnellement ou chaque jour, mais toujours au coup par coup sauf une exception dans un ménage qui achetait sa viande en gros à Kobadje, à 45 km de Niamey et la congelait, avant de renoncer à cette pratique depuis la chute des revenus familiaux.

Le tableau ci-dessous donne un ordre de grandeur des achats, sachant que les variations des effectifs de commensalité empêchent d'établir un chiffre précis de consommation individuelle. Le prix au kilogramme de la viande de bœuf avec os est de 1 000 F à 1 100 F depuis plusieurs mois à Niamey, mais en pratique la viande s'achète en tas de 150 ou 200 F.

Tableau 9 : Mode d'achat de la viande :
dépense et fréquence

Fcfa	au coup par coup	Chaque jour
150-250	7	6
250-500	1	4
+ de 500		2

Ces 20 réponses viennent de 22 cas : dans les deux derniers cas, on n'achète plus de viande. Sur les 22 cas, 8 ménages consomment donc de la viande occasionnellement, en achetant un à deux tas de 150 F, soit environ 150g à 300g.

La taille des tas varie marginalement d'un quartier à l'autre, elle est légèrement plus grande dans les quartiers périphériques. En contrepartie, il y a aussi des différences de qualité connues selon les lieux : la meilleure viande s'achète au Grand Marché, elle y est plus fraîche, les bouchers sont nombreux, le choix y est plus grand et *"on est sûr de ne pas acheter de viande de chameau (n°9)"*. En général sur les étals des quartiers périphériques, la viande est de qualité plus médiocre, *"les revendeurs des quartiers n'ont que des morceaux de moins bonne qualité qu'ils vendent en tas", "ce sont de vieux animaux qu'on vend par ici (n°15)"*. Un prix plus élevé est cité dans un cas, à propos de viande en morceaux (quantité et qualité supérieures au tas), mais le coût de transport (300 F de taxi aller-retour jusqu'au Petit Marché) dissuade la ménagère d'aller acheter la viande au centre ville.

Evolution

L'évolution du prix est perçue indirectement, car la viande au détail ne s'achète pas au kilogramme mais au tas. Or, le prix au kilogramme est stable depuis plusieurs mois mais la taille des tas a diminué. L'unité de vente minimale est de 150 F depuis cette année. *"Le tas de 125 F a disparu cette année, la même quantité se vend maintenant 150 F, et le tas de 150 F de l'an dernier se vend 200 F (n°14)"*.

Dans 6 cas au moins, la consommation de viande a changé depuis 3 mois à un an. Cette évolution va de la diminution des dépenses (2 cas) à l'arrêt total des achats de viande (un cas), en passant par l'arrêt des achats en gros (un cas) et l'arrêt des achats de volaille et de poisson (2 cas).

Les ménagères réagissent à un ensemble de contraintes : difficultés financières et baisse des revenus familiaux, baisse de l'activité commerciale, arriérés de salaires.

Mode d'achat des condiments

Quand elles en ont les moyens, les ménagères font provision de certains condiments une ou deux fois par mois : c'est le cas de 14 personnes sur 27, qui citent les marchés officiels : Boukoki, Katako, et particulièrement le Petit Marché. Toutes complètent leur stock par des achats ponctuels au fur et à mesure de leurs besoins, sur les étals ou au marché de leur quartier. Les 17 autres achètent les condiments au coup par coup en fonction de la somme dont elles disposent, et toujours sur le lieu le plus proche.

Logique par famille

Deux cas peuvent illustrer l'usage des différents points de vente et leurs adaptations.

Premier cas (n°9) : il s'agit d'une ménagère habitant une villa dans le quartier résidentiel du Plateau, dont les revenus permettent de faire provision de certains produits chaque mois et qui prépare deux repas par jour. Son mari possédait plusieurs boutiques en ville mais ses affaires ont périclité depuis 1992. Néanmoins, il fournit chaque mois les sacs de maïs et de riz. Le maïs dure un mois mais le sac de riz se termine en moins de 3 semaines, aussi avant le renouvellement des sacs elle achète quelques kilogrammes de riz, et de la farine de maïs. Elle achète des pâtes quelques fois dans le mois. Elle se rend au Grand Marché pour acheter sa viande régulièrement au même boucher en qui elle a confiance, mais elle a diminué la quantité de ses achats, et n'achète plus de poisson frais depuis quelques mois. A l'occasion elle achète des articles de toilette au Grand Marché, mais fait l'essentiel de son marché au centre ville, sur le Petit Marché, où elle complète chaque semaine son stock de condiments en produits frais (tomates, poivrons, feuilles de baobab, de fakou ou d'épinard selon les arrivages) et renouvelle son stock de légumes. Il lui arrive aussi d'envoyer un enfant faire une course à proximité de chez elle, dans une boutique du quartier. Son mari leur donnait à sa co-épouse et elle, 10 000 F chacune par semaine pour acheter les condiments et se chargeait d'acheter de la viande ; depuis un an et demi il leur donne à chacune 6 000 à 8 000 F tous les deux jours avec quoi elles se chargent d'acheter les condiments, la viande et les conserves de tomate. Elle trouve cet arrangement moins pratique, et elle a entamé un commerce de plats exotiques, en consacrant une partie de ses revenus au budget alimentaire. Certains commerçants observent que leurs clientes diminuent leurs achats et proposent eux-mêmes de faire crédit, mais elle s'y refuse.

Deuxième cas (n°2) : cette veuve vit sur la rive droite du fleuve dans le quartier Gaweye, un quartier pauvre, avec deux jeunes enfants (6 et 7 ans) et deux filles, mères d'enfants en bas âge. Elle est venue de Dosso il y a 7 ans après la mort de son mari, et sa situation, modeste au village, s'est dégradée en ville. Elle vanne et pile le riz pendant les deux campagnes annuelles, ce qui lui procure les sacs de riz nécessaires à sa consommation 4 mois par an environ. En saison des pluies, elle cueille des feuilles qu'elle vend sur le marché du quartier. Les deux enfants vendent de la paille et lui apportent environ 300 F par jour. Elle reçoit aussi une assistance du voisinage, en pièces et en boules de mil. Elle ne se rend jamais au centre ville, achète toujours au plus proche à une boutique du quartier : la plupart du temps 200 F à 250 F de riz qu'elle prépare à midi pour deux jours, avec 100 F de condiments par repas. Elle s'adresse toujours au même vendeur, qui consent s'il le faut un crédit maximal de 250 F. Elle lui achète aussi 200 F de mil tous les trois jours, pour la bouillie. Elle achète de temps en temps 150 F de viande à l'étal du quartier, ou 100 F de poisson séché au marché pour parfumer la sauce. Le soir, elle ne cuisine pas mais achète pour sa famille du riz préparé : 250-300 F à la revendeuse d'à côté.

3. Les marges d'adaptation de part et d'autre

Du côté de la demande

Les familles en difficulté peuvent continuer d'accéder au marché en appauvrissant progressivement leur alimentation, selon les variantes citées plus haut. Une fois ces solutions épuisées, il reste encore des marges d'adaptation : l'habitat et l'alimentation coûtent moins cher dans certains quartiers. Par exemple à Fulanikoir, les familles recasées après le "déguerpissement" opéré à l'occasion de la construction du stade remarquent des prix plus bas par rapport à leur ancien quartier plus central. Par la suite, ces quartiers attirent certaines familles à la recherche d'un coût de la vie moins élevé. Le quartier Gaweye est un autre quartier de "recasement" occupé après le "déguerpissement", à la construction de l'hôtel Gaweye ; la personne rencontrée ici vient de Dosso et l'a choisi pour ses loyers bas. A Pont Kennedy, l'une des deux familles informatrices est venue s'installer à titre gratuit en quittant le centre ville. Dans ces cas limites, d'autres marchés, notamment au centre ville, deviennent inabordables.

Du côté de l'offre

L'offre aussi s'adapte aux contraintes, comme si toutes les solutions étaient explorées pour permettre la transaction malgré tout.

L'offre au micro-détail dans les boutiques et les marchés des quartiers plus pauvres s'adapte aux liquidités minimales détenues. A Fulanikoir (n°15), on achète des sachets de gari (farine de manioc) à 10 F au lieu de 50 F au centre ville, des condiments pour 10 F alors qu'au Petit Marché le tas le plus petit est à 25F ; de la pâte d'arachide pour 25 F (pour 50 F minimum au Petit Marché). Cela ne correspond pas à un prix unitaire plus bas.

Les ventes ambulantes, par exemple de condiments et de poteries s'adaptent aux contraintes des deux parties : les vendeurs ambulants de condiments et de légumes proposent de petites quantités, à des prix parfois plus élevés que sur le marché, parfois plus bas (s'ils démarchent pour écouler leur stock). Les vendeuses ambulantes de canaris qui désormais "vont chercher la clientèle" (n°28) s'adaptent à la baisse de la demande, mais elles s'adaptent aussi individuellement (et contribuent, collectivement) à la saturation du marché des canaris depuis l'expansion de cette activité au village de Boubon, centre exclusif de la production, et depuis l'afflux des vendeuses en ville.

Les crédits sont pratiqués partout, sous condition d'une confiance entre l'acheteur et le vendeur. Les boutiques de quartier s'y prêtent particulièrement, à cause de leur implantation qui permet proximité et fidélisation. C'est également pour cette raison qu'elles jouent probablement un rôle clef dans les adaptations du fonctionnement du marché.

Tableau 10 : Crédits réguliers

	mil/maïs	riz
en sac	2	5
kg/tia	3	2

nb de réponses : 28

Dans 12 cas sur 28, les céréales sont achetées régulièrement à crédit, par sac, par kilogramme ou par tia. Dans un cas le riz est acheté à crédit sur le lieu de travail à un intermédiaire, avec une retenue sur le salaire.

Le crédit existe pour tous les produits, toutes les quantités, sur tous les lieux. Dans les cas étudiés ici, il s'agit parfois d'une incitation à la consommation d'articles de décoration (n°4), parfois l'emprunteuse le pratique pour reconstituer son fond de commerce - farine pour les beignets (n°6) ou mil pour la boule (n°17), ou pour maintenir le niveau de sa consommation

alimentaire (nombreux cas d'achats de sacs de céréales), ou encore pour acheter la nourriture minimale (n°2, crédit de 250 F de riz). Dans l'un des cas, la fidélisation serait telle que "si son vendeur manque exceptionnellement de mil, il lui prête de l'argent pour qu'elle aille l'acheter ailleurs (n°16) !

La perception du crédit est ambivalente chez les consommatrices et chez les vendeuses : certaines consommatrices l'évitent : "elle a peur du crédit, sauf pour le mil (n°16)". Des vendeuses sont contraintes de l'accorder à leurs clients habituels, y compris pour la boule de mil (n°17) ; d'autres le proposent pour entretenir le niveau d'achat de leurs clients appauvris (n°9).

A propos généralement de l'approvisionnement sur le marché, les entretiens montrent des capacités d'adaptation nombreuses et conséquentes de part et d'autre, toutefois certains ménages n'ont plus accès à tous les achats et les entretiens posent finalement la question des limites à la possibilité d'une transaction.

Parmi toutes les adaptations remarquables du marché pour étendre le champ des transactions possibles, le crédit est la plus forte et la plus mystérieuse. Au-delà d'une simple facilité de paiement, il devient dans les cas difficiles un véritable démultiplicateur, un moyen extraordinairement puissant de permettre la transaction quand elle semblerait impossible, et d'ouvrir encore un accès au marché pour les plus pauvres, sous conditions.

Il y a bien des cas où la limite est franchie : une consommatrice a renoncé à acheter de la viande, après avoir eu trop de mal à rembourser une dette (n°13) ; d'autres cas montrent que les conditions d'accès au crédit doivent être construites : une femme (n°15) "n'a pas encore accès au crédit parce qu'elle est nouvelle dans le quartier" (quelques mois). Mais les limites sont difficiles à tracer.

Ces limites aux transactions et la circulation des produits (condiments et mil) en dehors des circuits marchands, mettent toutefois en évidence l'évolution d'un approvisionnement alimentaire des ménages de Niamey en dehors du marché.

B. L'APPROVISIONNEMENT VILLAGEOIS

1. Les pratiques

Corrélation entre la fréquence des voyages et des échanges, selon la situation des ménages :

Tableau 11 : Nombre de visites des ménages en situation chroniquement difficile

Situation difficile	exceptionnelles	annuelles	pluriannuelles	en baisse	nb ind.
pas d'échanges	6				
échanges annuels					
échanges pluriannuels	1			1	
en baisse depuis 1 à 3 ans					
indéterminé*					4

* il s'agit des interviews auprès des potières et vendeuses de canaris.

Tableau 12 : Nombre de visites des ménages en situation détériorée

Situation détériorée	exceptionnelles	annuelles	pluriannuelles	en baisse	nb ind.
Pas d'échanges					
échanges annuels		1			
échanges pluriannuels			4	2	
ech. en baisse depuis 1 à 3 ans				1	
indéterminé					

Tableau 13 : Nombre de visites des ménages en situation stable

Situation stable	exceptionnelles	annuelles	pluriannuelles	en baisse	nb ind.
Pas d'échanges	1				
échanges annuels	1	1			
échanges pluriannuels	1		7		
ech. en baisse depuis 1 à 3 ans	2			2	
indéterminé					

Les tableaux ci-dessus montrent que les échanges de produits entre la ville et le village n'impliquent pas toujours de visite. 30% des ménages vont en visite au village plusieurs fois par an, mais dans 50% des cas, les échanges de produits se font plusieurs fois par an. Les échanges sont un tiers plus fréquents que les voyages : dans 9 cas sur 31, les ménages reçoivent et envoient des produits plus souvent qu'ils ne se déplacent au village. Les ménages n°20 et n°23 par exemple ne vont pas -ou plus- au village et sont dans une situation chroniquement difficile, mais échangent des produits plusieurs fois par an.

Les ménages qui ne vont jamais au village sont le plus souvent (7 cas sur 12) des ménages en situation chroniquement très difficile. Les ménages en situation stable visitent plus souvent et échangent davantage (7 cas de visites et d'échanges pluriannuels) ; dans 5 cas toutefois, ces ménages ne voyagent pas au village.

D'autre part, une détérioration récente de la situation du ménage en ville n'entraîne pas de rupture totale -du moins, immédiate- avec la famille au village. Les ménages qui vont moins souvent au village depuis 1 à 3 ans invoquent de mauvaises récoltes, ce qui diminue leur intérêt.

Une diminution récente des visites au village n'a pas -encore- modifié la fréquence des envois (tableau 12 et cas des visites en baisse dans toutes les situations).

Même des femmes qui ne vont presque jamais au village entretiennent des échanges (n°12, 17), toutefois elles remarquent que ceux-ci ont diminué récemment.

Tableau 14 : Les produits échangés selon les régions

ménage n°	origine	reçoit	apporte
4	imprécise	maïs mil	parfum savon vêts
5	Sokorbé arr. Loga	arachide niébé gombo	sel riz piment et mil
22	Sokorbé arr. Loga	courges feuilles nattes	articles ou argent ⁱ
3	Dosso	mil	savon sel oignon
6	Nioumaigoungou arr. Bogoï dpt. Dosso	niébé arachide mil	sel savon arachide
13	Birningaourey dpt. Dosso	gombo salade chou	?
15	Dosso	volaille natte gombo mil	savon piment cola sel
9	Zinder	niébé poivrons tomates arachide feuilles gombo mil	pagnes bijoux chaussures argent
16	Filingue	niébé nattes beurre mil ⁱⁱ	piment sel soumbala Maggi savon tourteaux
17	Filingue	beurre nattes volaille ⁱⁱ	riz condiments
23	Filingue	beurre nattes volaille	savon vêts riz sel ou argent
24	Filingue	niébé beurre	savon sel
18	Tillabery	beurre nattes	pagnes chaussures
27	Kole, Tillabery	riz gombo	savon cola
32	Kouré, Tillabery	courge arachide fakou gombo mil	sel piment oignons gari fruits argent
20	frontière Mali	poisson fumé riz oignon	articles
33	Ayorou	poisson volaille oignons gombo	?
21	Liboré	volaille oeufs beurre lait et mil ⁱⁱ	soumbala oignon sel Maggi savon
21 bis	canton Lamorde	mil, ou argent	
34	Makolondy, arr Say	sorgho volaille mil	savon sel condiments argent ⁱⁱ
35	imprécis (lgtps à Niamey)	beurre fromage gomme ⁱⁱ	riz savon argent
36	Filingue	semoule volaille condiment	igname manioc tapioca pâtes argent savon

ⁱ a distribué des pièces de 25F et 50 F car n'avait pas de quoi offrir de cadeaux en nature

ⁱⁱ en très forte diminution, voire supprimé cette année

Les cadeaux en nature que les citadins apportent en visite au village varient peu, quelle que soit la région du village. Lorsqu'ils reçoivent des parents villageois à Niamey, ils leur procurent une aide financière qui inclut toujours au minimum le coût du voyage du retour. Cependant la nature des produits change lorsque ces mêmes citadins vont en visite dans des villes étrangères. Pour Ouagadougou ou Abidjan, ils remplacent les articles de toilette et autres produits de la ville par des "produits du terroir" : viande séchée, dattes, canne à sucre (n°9).

Dans la direction inverse, les produits apportés par les villageois ou offerts aux citadins à leur visite au village reflètent les spécialités régionales. Les gens de Dosso offrent généralement arachide, niébé, gombo et feuilles, les gens de Filingue offrent presque tous

du beurre, des volailles, et des nattes, les gens de la frontière malienne offrent plus facilement du poisson fumé provenant du fleuve. Et dans tous les cas où c'est possible, les citadins s'approvisionnent en mil.

Les villageois sont plus généreux sur leurs terres que lorsqu'ils font le voyage à Niamey : en fait, c'est toujours la nécessité qui les contraint à voyager et ils viennent à Niamey pourvus de quelques produits en petite quantité, souvent sans rien (cf. plus bas, les relations d'assistance). En situation d'hôtes au village, au contraire, ils sont plus à même d'offrir des produits à leurs visiteurs.

Combien pèsent ces échanges ? Dans le cadre de cette enquête, l'évaluation quantitative de la part de l'approvisionnement hors marché se limite à savoir si les ménages achètent ou non le produit en dehors de ce qu'ils reçoivent du village.

Tableau 15 : Part de l'approvisionnement villageois dans la consommation urbaine, par produit (nombre de cas)

% dans la cons. urbaine	mil	maïs	sésame arachide niébé	poivron feuilles tomate gombo oignon	Beurre	poisson fumé	volaille œufs
100%	6			1	4		
partie	4	1	8	8	3	1	5

Le mil, le gombo et le beurre de vache proviennent exclusivement dans certains ménages de l'approvisionnement villageois. Et toutes quantités confondues, le mil est le produit le plus fréquemment offert, ce qui confirme son statut à part dans le circuit économique.

Tableau 16 : Envois citadins au village

	Nb. de cas	ordre de grandeur
Argent	5	pièces, 500 F, rémun. manœuvres
Savon	13	carton (5 000)
Sel	11	sac (3500)
Piment, condiment	11	500
Céréales	5	sac
Oignons	4	
Arachide	3	
Pagnes,	6	
Chaussures, vêts		

Il est impossible ici d'évaluer plus précisément la quantité des produits apportés ou envoyés au village. Le tableau ci-dessus donne un profil des apports au village. On apporte presque systématiquement du savon et du sel, souvent des vêtements (pagnes, chaussures) et des condiments (Maggi, soumbala, oignons). S'il s'agit d'abord d'un geste habituel et attendu, qui doit faire plaisir, on choisit aussi de rendre service en apportant des produits qui coûtent plus cher dans le village ou qui sont moins disponibles (certains condiments).

Quelquefois, de l'argent et des céréales apportent une aide aux besoins de base. L'argent sert à rémunérer des manœuvres pour les travaux agricoles, ou à nourrir la famille pendant la soudure. Du riz, et même du mil circule donc parfois de la ville vers la campagne pour aider la famille en difficulté.

Dans le cas n°32, l'échange se boucle avec la transformation du produit opérée par une citadine : *"pour sa dernière visite au village, elle a fait décortiquer du mil qu'on lui avait offert à la récolte précédente, préparé du couscous et acheté du riz"*.

2. La perception de l'évolution

Les perceptions de l'équilibre des échanges entre Niamey et le village sont contradictoires. *"En temps normal les villageois assistent davantage les citadins que l'inverse, car ils offrent à coup sûr une partie de ce qu'ils ont, alors que les citadins peuvent refuser de donner de l'argent"* (n°21). D'autres à l'inverse estiment que les citadins assistent plus, car les biens qu'ils offrent ont une valeur marchande supérieure à celle des produits agricoles (n°22), ou encore parce que les citadins sont sollicités à tout moment dans l'année, alors que les villageois sont visités en général au moment des récoltes (n°32). De plus, même s'ils n'ont rien à offrir, les citadins semblent tenus de financer le voyage du retour. Dans tous les cas, il vaut mieux se déplacer : *"les visiteurs de la campagne pensent que les citadins ont toute la fortune, donc ils n'apportent rien. Mais si on se déplace au village après la récolte, on reçoit beaucoup de choses"* (n°21).

Enfin, selon les citadins interrogés, les villageois tendent à penser qu'il *"est facile en ville de s'approvisionner au marché, ce qui devient au contraire de plus en plus difficile, alors que les citadins ont conscience qu'il n'y a plus rien dans les campagnes"* (n°23).

Commentant les apports villageois en général, les citadins remarquent que les dons aux visiteurs et les envois à la ville diminuent, tandis qu'augmentent les déplacements vers la ville. Or, selon eux, en période prospère les paysans n'aiment pas se déplacer. Les arrivants sont régulièrement des jeunes qui viennent passer quelques semaines ou quelques mois à Niamey après les récoltes, des migrants saisonniers de passage vers les pays côtiers, mais aussi des visiteurs qui viennent solliciter une aide tout au long de l'année.

Les dons de mil ont diminué depuis quelques années et la récolte médiocre de 1997 a accentué la tendance, ce qui a dû alourdir nettement les charges budgétaires des ménages citadins concernés, et probablement, la quantité consommée : en effet on a vu plus haut que le mil est peu acheté par sac, et plusieurs ménages affirment ne pas acheter de mil, sauf de la farine pour la boule, de temps en temps.

Les citadins expliquent la baisse des dons par une situation plus difficile pour les producteurs. Ils citent l'irrégularité climatique et les fluctuations de la production, mais n'évoquent pas une réorientation de la production de mil vers le marché : *"les paysans ne vendent pas leur mil"*. Ils partagent l'opinion que le mil domestique n'est pas un produit qui se vend. D'ailleurs, une des vendeuses de boule de mil (n°16) distingue le mil qu'elle reçoit du village, destiné à sa consommation familiale, et celui qu'elle achète à la tia, pour préparer et vendre la boule.

Les échanges s'interrompent parfois dans un sens : la mauvaise récolte en 1997 a parfois privé les citadins du mil qu'ils recevaient chaque année du village. Chez au moins 4 ménages (n°4, 22, 23, 34), c'est explicitement une chute de leurs revenus qui retarde ou empêche leur visite au village. Mais le flux inverse ne s'interrompt pas pour autant. Ce lien d'approvisionnement paraît d'autant plus stable et solide.

Cet approvisionnement ne se substitue pas à l'approvisionnement sur le marché urbain sauf exception (tableau n°15 : mil, beurre, gombo). Il ne semble ni intensifié, ni affaibli directement par un accès plus difficile au marché citadin. Il apporte plutôt un complément habituel à l'approvisionnement sur le marché. La boule de mil symbolise fortement ces

liens : ce plat, sous des variantes, apparaît indispensable au point de n'être presque jamais cité d'emblée parmi les préparations des citadins, alors qu'il est tout le temps présent à titre de complément.

Conclusion partielle

Ces échanges mobilisent des liens familiaux et villageois qui dépassent les individus. Quand les citadins emportent du savon au village, c'est *"un carton pour distribuer un peu à tout le monde"*, ou de l'argent *"des pièces de 25 F ou de 50 F aux gens qui viennent saluer, selon leur âge"*, et ils sont accueillis collectivement : *"on est l'étranger du village (n°32)"*. De retour en ville, les citadins connaissent aussi des habitudes et des obligations d'échange subtiles, mais amples : *"ce sont les parents seulement qui viennent solliciter mais si des étrangers viennent du village, tu ne peux pas les laisser repartir sans rien, même s'ils ne séjournent pas chez toi"*.

Cet approvisionnement résiste donc bien aux contraintes. A première vue, il est plus stable qu'adaptable : il est perçu à la fois comme un plaisir et une contrainte qui engagent les individus vis-à-vis de beaucoup de monde. Par comparaison, les transactions sur le marché seraient instables mais plus souples, en passant par plusieurs formes, comme on l'a vu plus haut. En fait, cette habitude d'un approvisionnement en nature emprunte peut-être le circuit traditionnel de visite et d'assistance qui reliait autrefois entre eux des villages apparentés, notamment au moment des récoltes (koné). Il se serait adapté au cas de la ville, en ce qui concerne le type des produits circulant de la ville vers la campagne. Il s'adapterait donc doublement au contexte ville-campagne, et à un appauvrissement unilatéral ou simultané, en suivant fondamentalement les modalités de l'assistance réciproque, et non celles de la transaction.

Il reste qu'une partie de l'approvisionnement des ménages relève explicitement de l'assistance. C'est l'objet de la dernière partie de l'analyse des résultats.

C. L'ASSISTANCE

D'après les résultats de cet échantillon, l'assistance emprunte plusieurs voies :

- l'aide de la famille, citadine ou rurale, est l'assistance la plus souvent citée : frères ou sœurs mariées (4 cas), neveu paternel (1 cas), père (2 cas), parents non précisés (2 cas) ;
- l'aide de voisins plus favorisés (6 cas) est citée dans des quartiers pauvres (Gaweye) et résidentiels (Plateau) ;
- la mendicité est explicite dans 3 cas ;
- l'aide de citadins ressortissant du même village n'est citée qu'une fois (village ou arrondissement ? L'espace géographique commun qui forcerait la solidarité n'est pas précisé dans le cadre de cette enquête) ;
- le prêt d'un lopin pour le jardinage (1 cas) et les prêts d'argent par les collègues (1 cas)

L'aide provient parfois aussi d'inconnus : dans trois cas, un donateur semble s'être acquitté de son devoir religieux en distribuant, plusieurs fois en un mois, des céréales et de la viande entre les occupants des paillotes de la parcelle. Les initiatives citées sont personnelles et n'impliquent pas de la part des donateurs ou des bénéficiaires d'engagement prosélyte ou politique.

Enfin, cinq personnes interrogées ont entendu parler d'une intervention d'une ONG dans leur quartier sans en avoir bénéficié (quartiers Gaweye et Pont Kennedy), et trois personnes en ont bénéficié une fois depuis quelques mois (à Fulanikoira). Dans un cas, une ONG a

distribué une tia de mil par personne présentée, par l'intermédiaire du chef du quartier, dans un autre les bénéficiaires ont reçu après le Ramadan un sac de mil, cinq bouteilles d'huile, un tiers de sac de sucre, un paquet de lait.

L'assistance mobilise les ménages à tous les niveaux de vie, comme si, des situations les plus précaires aux confortables, les relations sociales incluaient l'assistance matérielle. Par exemple, une famille en situation très précaire, sous paillote, sans revenu, où la mendicité est explicite, sème depuis deux ans du niébé pour consommer les grains et vendre les fanes ; lorsqu'un parent démuni est venu en visite, les fanes ont été vendues ainsi que le reste de la récolte pour financer son retour au village (n°10). A l'autre bout de l'échantillon, une commerçante de pagnes débutant dans ce commerce bénéficie de l'aide et de l'hébergement offert par sa sœur.

Tout le monde est pris dans une chaîne de redistribution où les rôles d'assistant/assisté sont parfois réversibles selon les périodes, et très souvent doubles.

Tableau 17 : Assistance : produits, rôles.

Dons	bénéficiaires	nb	donateurs	nb
mil	n°2, 11, 20	3		
riz	n° 8	1	n°3, 4, 10, 18, 26, 33, 35, 36	
argent	n°2, 6, 9, 10, 11, 19, 26	7	n°3, 4, 10, 18, 26, 33, 35, 36	
vêtements	n° 8	1	n°9, 18	
repas	n°s 2, 8, 26	3	n°s 4, 7, 9	
lopin	n° 3	1		

Les n°s en gras identifient les ménages qui sont à la fois bénéficiaires et donateurs d'assistance.

Le tableau ci-dessus montre que le ménage n°9 reçoit des dons en argent et assiste des ménages plus défavorisés en leur faisant don de vêtements et de repas. Le ménage n°26 bénéficie de dons d'argent qu'il redistribue en partie, et reçoit des repas. Le ménage n°3 accède à un lopin de terre prêté et distribue du riz et de l'argent. Les ménages n°2, 11, 20, reçoivent régulièrement du mil et n'ont pas mentionné qu'ils redistribuent eux-mêmes une aide quelconque.

L'entraide entre les voisins

Dans les entretiens, les ménagères ne précisent pas toujours les menus services échangés entre voisines et parentes pour compléter l'alimentation. Cette entraide compte pourtant parfois beaucoup pour le confort alimentaire de la famille.

En tant que consommatrices, les ménagères ne se regroupent pratiquement jamais pour faire des achats communs. On note quatre cas, dont un signalé entre co-épouses, ce qui suggère que même à ce niveau le fait est rare. Une femme dont la famille vit sous paillote, et dont le chef de famille est salarié, évoque l'arrêt des achats groupés d'un mouton (garama) : *"quatre ou cinq pères de famille achetaient ensemble un animal qu'ils abattaient et partageaient, deux fois par mois en moyenne ; en saison froide, la viande était consommée en 6 jours, et 3 jours en saison chaude ; j'en salais une partie. Depuis un an je n'achète plus qu'au détail, à cause de la baisse des moyens financiers des amis de mon mari (n°18)".* Une fonctionnaire évoque l'arrêt d'achats de condiments groupés entre

employées, confiés à l'une d'entre elles qui se rendait à Mallanville au Bénin : elles achetaient à crédit mais cette collègue a cessé ses voyages, car elle ne recouvrait plus ses créances auprès de ses clientes (n°13).

En revanche, il y a des gestes d'entraide en nature. Entre les femmes des paillotes du quartier Plateau 4, *"si l'une n'a pas de quoi préparer, les autres l'aident, et si elles reçoivent quelque chose en quantité, elles partagent (n°20)"*. D'une façon plus générale, les préparations sont toujours prévues au sens large, et débordent souvent au delà de la stricte cellule de la maisonnée : *"le reste du repas va d'habitude aux blanchisseurs du coin de la rue (n°4, quartier Kalley-Est)"*, *"les enfants de la cousine viennent le soir se rassasier ici après avoir mangé chez eux, et elle nourrit aussi un cousin, qui n'habite pas ici (n°7, quartier Koirtegui)"*.

Ces gestes, tenus du point de vue des quantités, sont très importants parce qu'ils montrent combien il est difficile de cerner un budget familial, et surtout ils prouvent que les choix ne se réduisent pas à rechercher la stricte adéquation entre les ressources et les besoins, même dans une situation d'extrême précarité.

Quantifier l'assistance, et en particulier évaluer son poids dans la consommation alimentaire habituelle est ici impossible, sauf dans les cas les plus précaires : dans les sept familles qui préparent un repas irrégulièrement, l'essentiel de l'approvisionnement provient d'une assistance en nature ou en argent.

Malgré cette incertitude sur la quantité, les résultats de l'enquête suggèrent que ces liens peuvent être déterminants socialement : ils trament à l'horizontale tout le milieu urbain en reliant, par exemple, des voisins économiquement inégaux, et à la verticale, en traversant des agents à la fois bénéficiaires et distributeurs. On peut supposer également qu'ils sont économiquement significatifs, même si à ce stade des travaux on ne saurait dire comment ils influencent la formation de l'offre et de la demande, et par là, la formation des prix.

CONCLUSION

Cette enquête en ville a cherché à comprendre comment les ménages en situation sensible à Niamey s'adaptent aux contraintes, en particulier la hausse du prix des céréales, pour maintenir leur approvisionnement alimentaire. Les résultats mettent en évidence le poids de la dégradation économique générale depuis plusieurs années, ajoutée au choc monétaire de la dévaluation en 1994 et à la hausse des prix des céréales qui se maintient depuis 1996.

Les pratiques montrent aussi que la formation des prix est un indicateur important mais qui ne suffit pas à rendre compte de tous les échanges, du côté rural et du côté urbain.

Le niveau de vie moyen officiel est le plus bas de la région⁶. D'après les résultats de l'enquête, il se dégrade chez la moitié des ménages depuis une dizaine d'années. Dans cette situation macro-économique d'ensemble, les niveaux et les trajectoires diffèrent entre d'une part, des familles au niveau d'alimentation chroniquement bas et précaire, bien que logées de façon assez stable dans un quartier d'habitation, d'autre part des familles qui ont vu brutalement chuter leur niveau de vie et d'alimentation, comme la plupart des salariés, et enfin des familles qui parviennent à diversifier des revenus d'un niveau suffisant pour maintenir leur niveau de consommation, et sont par ailleurs de plus en plus sollicitées. Au sein des ménages, la consommation est plus hétérogène du fait des repas pris individuellement à l'extérieur.

La demande solvable de viande et de légumes diminue fortement ; dans tous les cas rencontrés ici l'alimentation s'uniformise et s'appauvrit. Dans la majorité des cas, elle se réduit en quantité. Dans sept cas sur trente-deux, elle est précaire. Le report de la consommation vers les céréales a commencé depuis plusieurs années. La hausse de leur prix depuis 1996 a aggravé les contraintes et la consommation individuelle a diminué.

Le marché présente d'importantes adaptations à la baisse de pouvoir d'achat. Les partenaires s'adaptent à la hausse des prix et à la baisse du pouvoir d'achat en multipliant les transactions au détail puis au micro détail, en remplaçant partiellement les achats de maïs et de mil par des achats de riz, en réduisant le volume des échanges, en recourant au crédit. De nouveaux intermédiaires de petite surface économique apparaissent et disparaissent rapidement.

Le mil et le maïs sont disponibles sur le marché urbain, malgré des tensions récentes sur l'approvisionnement des grossistes en céréales (baisse des importations de maïs provenant du Nigeria, tensions avec les commerçants maliens, cf. La hausse des prix des céréales au Niger : constat et analyse des principaux déterminants, janvier 99, SAHD(99)492, Club du Sahel) ; mais leur prix les rend parfois inaccessibles. Le mil reste consommé en partie grâce à l'approvisionnement villageois, les achats de maïs ont diminué depuis 1996, le riz importé ou les brisures, et la farine de manioc deviennent l'alimentation refuge pour les ménages les plus pauvres.

Le marché ne rend pas compte de tous les échanges fondamentaux et il faut élargir l'analyse des prix au-delà des échanges de marché.

Plusieurs sources d'approvisionnement coexistent habituellement chez les ménages, mais un accès au marché plus difficile n'est pas entièrement compensé par un recours à l'approvisionnement villageois. L'approvisionnement villageois, qui assure parfois

⁶ EBCM 1990 : 63% des Nigériens vivent au-dessous du seuil de pauvreté ; Niamey compte 42% de pauvres (le seuil de pauvreté évalué aux normes de la BM à des ressources annuelles inférieures à 75 000 FCFA) et 18% de très pauvres (le seuil de très grande pauvreté étant évalué aux 2/3 de 75 000 F CFA).

entièrement la consommation de mil, est complémentaire au marché et relève d'autres règles. Il matérialise des liens structurant les familles, qui comptent toutes des citadins et des ruraux. Il relève d'une assistance réciproque qui résiste à l'appauvrissement d'une ou deux des parties. Mais ce mouvement de balancier des flux ville-campagne semble ralentir. D'après les entretiens en ville et les résultats de l'enquête auprès des producteurs, les contraintes s'accroissent sur les ménages ruraux : le niveau des récoltes stagne ou diminue depuis 3 ans, et les besoins monétaires augmentent. On peut faire que les ventes de mil captent les flux qui étaient offerts d'habitude.

Les choses se passent comme si l'insertion des producteurs de céréales sur le marché diminuait le flux des céréales offertes vers la ville, et entraînait chez les ménages citadins un appauvrissement qui rend plus difficile leur propre accès au marché.

L'aide officielle de l'Etat ou d'ONG est plus souvent connue que perçue réellement. Elle est distribuée par l'intermédiaire des chefs de quartier et des centres sanitaires, ou via des offices tels que l'OPVN. Des dons individuels ont lieu sans engager de prosélytisme religieux ou politique apparent. Enfin, l'assistance de voisinage ou familiale traverse le milieu entier et assure parfois la sécurité alimentaire minimale, lorsque l'accessibilité des ménages au marché et aux réseaux d'échange s'épuise. Mais les capacités individuelles d'assistance s'affaiblissent face à des sollicitations de plus en plus pressantes.

BIBLIOGRAPHIE

Ancey V; et B. Ki-Zerbo, 1998, " Consommation alimentaire urbaine et hausse des prix au Burkina Faso ", SAH/D(98)487, Club du Sahel, 1998

Boughton D., T. Reardon et J. Woolridge, 1996, " Determinants of diversification of urban diets into maize : a contingent valuation study of processed maize demand in Mali ", Icrisat, MSU, pour la Conférence 1997, IAAE

République du Niger, 1994, « Enquête sur le budget et la consommation des ménages au Niger, phase urbaine 1989/90, volet B : Alimentation et état nutritionnel de la population », Ministère des Finances et du Plan, PNUD, novembre 1994

Singaré K., Y. Camara, T. Reardon, O. Sanogo et B. Teme, 1997, " La consommation alimentaire à domicile des Bamakois avant et après la dévaluation du franc CFA ", IPR, MSU, IER, Prisas 1997.

L'analyse des réactions des ménages aux contraintes de leur approvisionnement alimentaire n'a pas utilisé l'indicateur statistique de l'élasticité de la consommation de tel ou tel produit par rapport au revenu ou au prix. En effet, cet indicateur ne convient pas ici car les pratiques des agents (chef de famille, épouse, hôte) sont plus complexes : elles combinent les diminutions d'achats des produits, les agents se coordonnent plus ou moins au sein du ménage (en diversifiant les revenus, en modifiant la gestion du budget) et ajustent aussi les échanges avec l'extérieur du ménage. De plus, les adaptations sont liées à d'autres voies d'approvisionnement que le seul accès au marché, et mobilisent d'autres ressorts que le seul pouvoir d'achat.

On a donc accordé une attention particulière aux pratiques, pour comprendre comment les domaines de l'approvisionnement résistent aux contraintes en période de crise économique.

L'enquête auprès des ménages s'est déroulée du 20 juillet au 6 août. Les critères de l'échantillon sont les suivants :

- la diversité des catégories socio-économiques a priori sensibles à la hausse des prix : fonctionnaires, commerçants, ménages en habitat précaire - paillotes. L'enquête n'était pas orientée spécifiquement vers les populations dites les plus vulnérables ;
- la couverture géographique des trois communes de la communauté urbaine de Niamey ;
- l'accès aux ménages permis par des membres de l'entourage des personnes informatrices.

L'équipe a conduit 36 entretiens, dans 17 quartiers de Niamey répartis entre les communes Niamey I (10) , Niamey II (5), Niamey III (2) . A Niamey I : 25 entretiens soit 70% ; à Niamey II : 8 entretiens soit 22% ; à Niamey III : 3 entretiens soit 8% ont été menés durant en moyenne 1h45. Ils portaient sur deux thèmes : les pratiques de consommation et d'approvisionnement, et les ressources (cf. guide d'entretien, annexe n°2). Des informations ont également été recueillies auprès de la communauté urbaine, la direction communale du commerce et la faculté d'agronomie.

La démarche suivie diffère donc de celle qui a conduit l'Enquête sur le Budget et la Consommation des Ménages au Niger en 1989-1990 (EBCM), étude à laquelle nous renvoyons le lecteur pour trouver des ordres de grandeurs statistiques de la structure des dépenses, de la consommation, de l'alimentation, et l'état nutritionnel de la population urbaine en 1990.

Les corrélations entre les situations des ménages et l'adaptation des modes d'approvisionnement ne peuvent donner que des résultats partiels en raison de la taille de l'échantillon. Mais il n'existait pas de base statistique nationale actualisée depuis les changements démographiques et économiques des années 90. Enfin, une enquête en un passage ne peut pas reconstituer une périodisation fidèle des adaptations des ménages.

Aussi les entretiens ont surtout cherché à identifier un niveau d'approvisionnement et les tendances des adaptations aux contraintes de prix, de manière à compléter l'approche conduite par les autres volets des travaux, sur la production et les échanges.

Ménage n°

1) Situation dans l'échantillon

Critères d'habitat :

Nom du quartier

type de construction : béton, banco équipé, banco non équipé, paillote.

Statut : propriété/ location de l'habitat et/ou de la parcelle

Mode d'habitat : collectif, privatif

Critères du ménage :

Monoparental, monogame, polygame

nombre de personnes dormant, nombre de personnes mangeant

Activités principales annoncées

Origine géo-ethnique, ancienneté à Niamey et dans le quartier

2) Pratiques de consommation alimentaire

Recensement et évolution

Nombre de préparations quotidiennes. Evolution perçue, depuis quand.

Substitution entre aliments. entre plats. Entre sauces.

Modification perçue dans la consommation

Taille et évolution de l'unité de consommation

Restauration hors foyer : qui, quand.

Approvisionnement

Sur le marché :

Par type de produit : céréales, condiments, viandes, poissons. Origines.

Par fréquence : produits achetés mensuellement, hebdomadairement, journalièrement, irrégulièrement, microdétail.

Crédit possible, gros ou détail.

Préférences.

Prix : niveau, évolution, stabilité/fluctuations. Comparaison selon modes et lieux d'achat.

Regroupement d'achat des consommateurs.

Vendeur indifférent, ou fidélisation.

Disponibilité selon les lieux d'achat : tabliers, marchés de quartier, marchés centraux, ventes à domicile, autres.

Hors marché de Niamey :

marchés de campagne

Cadeaux de famille, compatriotes, collègues, autres.

Produits. fréquences. Avantages, inconvénients.

Contrepartie : immédiate, différée, nulle.

3) Ressources

Activités améliorant ou entretenant la demande

Diversification des activités génératrices de revenus dans le ménage ? (élevage yc)

Contributions au budget familial

Activités des enfants (travail, école, maison, autre)

Epargne/désépargne, tontine

Troc

Autoconsommation : jardin, petit élevage

Réseau d'entraide ou d'assistance

Réciprocité : liens avec la campagne. Qui assiste qui. Evolution.

Redistribution : parents, connaissances

Aide extérieure : Etat, ONG, aides, églises, autres. Entendu parler, bénéficié.

Annexe 3 : Dépenses en condiments par famille

dépense/jour	dépense/repas	nb repas/jour	effectif	dépense/pers/repas
100	100	1	11 (3adultes)	10
800	400	2	12 (3 adultes)	35
800	400	2	20 (3 adultes)	20
2600	1300	2	19 (5 adultes)	70
166	166	1	2	83
500	500	1	11 (8 adultes)	62
500	250	2	7 (2 adultes)	36
1000-1250	500-750	2	3 + voisins	ind
100-150	100-150	1	5 (2 adultes)	30
500	250 ⁱ	2	8	30
385	190	2	8	25
83	83	1	8	10,5
1200	600	2	24 (10 adultes)	25
1000	500	2	7 (4 adultes)	72
1000	500	2	7 (4 adultes)	72

source : enquête

ⁱ Dans ce cas, le coût détaillé par type de sauce est le suivant : sauce de midi = 300 F, sauce soir = 100 à 200 F, et se décompose comme suit. Midi : courge 50 F, pâte arachide 25F, oseille 10 F, épinard 10 F, tomate concentrée 25 F, huile 50 F, Maggi 40 F, poivron séché 25 F et oignon 50 pour les 2 repas, et sel 25 F/2jours.

Soir : feuilles de baobab 25 F ou gombo 75F ou feuilles gluantes + niébé 25F. Huile 25 F, feuilles 10 F, soumbala à base néré 10 F, ou soumbala à base oseille 15F.

Les sauces accompagnant le riz sont à base d'oseille, courge, épinard, fakou, ou tomate.

Pour la sauce oseille par exemple, nous distinguons 4 degrés d'allégement à partir de la sauce complète. La sauce oseille est allégée par une diminution de la quantité de viande et d'huile, et par la substitution de la tomate en conserve à la tomate fraîche. Cette sauce conserve son nom si on remplace la viande par du poisson séché, et si on réduit les épices. Simplifiée au maximum, elle se compose d'un peu d'oseille et davantage de courge, de peu ou pas de pâte d'arachide, d'un peu d'huile et d'épices.

Les sauces accompagnant la pâte de maïs ou de mil le soir sont la sauce gombo, sauce aux feuilles de baobab, sauce au soubala (oseille ou néré), sauce fakou, sauce gluante au niébé. Chacune de ces sauces se prépare d'une façon plus ou moins riche suivant les mêmes règles d'économie.

Annexe 5 : Variantes de boule ou bouillie de mil

Le fourkoussou :

Décortiquer le mil, vanner puis laver à grande eau. Piler ou moudre après avoir laissé reposer 5 à 10 mn. Tamiser, piler à nouveau la semoule jusqu'à ce qu'il en reste une petite quantité non pilée. Mélanger farine et semoule dans un mortier, ajouter un peu d'eau et en faire des boules. Faire cuire à grande eau dans une marmite 15 à 20 mn. Sortir les boules et les piler à nouveau ; après obtention d'une semoule homogène ajouter un peu d'eau et piler jusqu'à obtention d'une pâte fluide et en faire des boules. Ces boules peuvent être délayées avec ou sans lait caillé et sucre, et consommées comme accompagnement du repas de midi, ou en substitution à ce repas.

Le labdourou :

Décortiquer le mil, vanner, asperger d'eau et laisser reposer 5 à 10 mn. Piler ou moudre. Tamiser, piler à nouveau la semoule jusqu'à obtenir de la farine, et conserver un peu de semoule. Mélanger farine et semoule dans un mortier. Ajouter un peu d'eau et faire une boule. Cette boule peut être consommée fraîche, fermentée, ou en bouillie après fermentation (s'appelle alors komandi).

Le sanganté :

A la différence du labdourou, le mil décortiqué est lavé à grande eau : tout le son est éliminé.

La bouillie lisse (coco) :

Décortiquer le mil, vanner, laver à grande eau. Laisser reposer 5 ou 10 mn. Piler ou moudre. Tamiser, piler à nouveau entièrement. Ajouter assez d'eau pour faire passer au tamis, puis au linge. Laisser reposer et fermenter une nuit. Le matin verser l'eau et utiliser le fond. Ajouter de l'eau pour rendre fluide. Faire bouillir de l'eau dans une marmite. Verser le liquide en remuant pour éviter les grumeaux. Cette bouillie se consomme chaude, tiède ou froide, avec ou sans sucre.

Annexe 6 : Exemple de substitutions possibles pour le petit déjeuner.

(n°22) Pour le petit déjeuner : s'il y a un reste de la veille, elle le réchauffe. Sinon elle achète un peu de niébé et 500 g de riz, qu'elle prépare le matin. Elle le partage avec les neveux qui habitent la même cour. Si elle n'a pas les moyens d'acheter le soir riz et niébé, elle attend le matin pour acheter des beignets, et si c'est encore trop cher elle achète du gari. Les différences de coût sont les suivantes :

- Coût du riz-niébé : 75 F de niébé, 10 F de Maggi, 75 F d'huile, 150 F les 500 g de riz = 310 F.
- Coût du gari : 75 F à 100 F de gari, 50 F de kopto, 50 F d'huile = 175 F à 200 F.

A noter que dans ce dernier cas, après 4 étapes de substitutions, elle ne partage plus avec les enfants de la cour, et se restreint aux trois personnes de la case. Les différences de coût se jouent sur 110 F à 135 F.

Annexe 7 : Nombre de préparations quotidiennes

Les 4 ménages ont en commun de vivre sous paillote, accueillies sur des parcelles prêtées dans le quartier plutôt résidentiel du Plateau. Leur niveau de vie est beaucoup plus bas que celui d'autres familles habitant également sous paillote dans un quartier périphérique structuré comme Fulanikoir.

Parmi les 9 ménages qui ne préparent qu'une seule fois par jour, les situations sont disparates. Pour 4 d'entre eux, c'est une habitude. Il s'agit de personnes isolées (ménage monoparental) ou en situation précaire :

- une vieille femme venue de Dosso il y a 7 ans à la mort de son mari, puis rejointe par ses enfants (2 jeunes, et deux filles elles-mêmes mères), qui est vanneuse de riz en saison, et dont les fils vendent de la paille au détail ;
- une famille sous paillote hébergée sur une parcelle non bâtie, dont le chef fabrique des briques de temps en temps ;
- une fonctionnaire chef de famille retenue sur son lieu de travail dans la journée ;
- un vieux couple.

Pour 5 d'entre eux, au contraire, la réduction du nombre de repas est plus ou moins ancienne, de quelques mois à 6 ans, mais les ménagères interrogées n'y sont pas habituées, et elles évoquent les raisons pour lesquelles elles ont dû abandonner la préparation de midi. Parmi elles, 4 femmes ont peu ou pas de revenu régulier. L'une habite dans un logement en banco, 3 sous paillote. Leur mari (2 aide-maçons, 1 manoeuvre, 1 boutiquier) ne travaille plus ou n'est plus payé. Mais la 5ème est une fonctionnaire en activité dont le mari est au chômage depuis plus de 10 ans.

